



CAPSSA

**RAPPORT SUR LA
SOLVABILITE DE
L'EXERCICE
2017**



**Caisse de prévoyance
des agents de la Sécurité Sociale et assimilés
2 ter, boulevard Saint-Martin
75010 PARIS**

Contenu

1. ACTIVITE ET RESULTATS	8
1.1. ACTIVITE	8
1.1.1. STATUT ET CADRE JURIDIQUE	8
1.1.2. OBJECTIFS & POSITIONNEMENT	8
1.2. RESULTATS DE SOUSCRIPTION	9
1.2.1. EVOLUTIONS DES COTISATIONS ET DES DECAISSEMENTS	9
1.2.2. EVOLUTIONS DES CHARGES DE PROVISIONS	10
1.2.3. MARGE NETTE TECHNIQUE	12
1.2.4. COMPTES DE RESULTATS TECHNIQUES	12
1.2.5. RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES	14
1.3. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS	14
1.3.1. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS	14
2. SYSTEME DE GOUVERNANCE	18
2.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE	18
2.1.1. LE DISPOSITIF	18
2.1.2. LES DELEGATIONS DE RESPONSABILITES	24
2.1.3. CHANGEMENTS IMPORTANTS DU SYSTEME DE GOUVERNANCE	25
2.1.4. INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE ET LES PRATIQUES DE REMUNERATION APPLICABLES AUX MEMBRES DE L'OAGC ET AUX SALAIRES :	25
2.2. EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE	26
2.2.1. PERSONNES CONCERNEES DANS L'INSTITUTION	26
2.2.2. CONDITION D'HONORABILITE DES ADMINISTRATEURS, DES DIRIGEANTS EFFECTIFS ET DES RESPONSABLES DE FONCTIONS CLES	27
2.2.3. EVALUATION DE L'APTITUDE DES ADMINISTRATEURS EFFECTIFS	27
2.2.4. EVALUATION DE L'APTITUDE DES DIRIGEANTS EFFECTIFS	28
2.2.5. EVALUATION DE L'APTITUDE DES PORTEURS DES FONCTIONS CLES	28
2.2.6. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET PERSPECTIVES	28
2.3. SYSTEME DE GESTION DES RISQUES	28
2.3.1. DESCRIPTION DU SYSTEME DE GESTION DES RISQUES	28
2.3.2. FOCUS SPECIFIQUE SUR DIFFERENTS RISQUES	29
2.3.3. PROCESSUS D'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE (ORSA)	30
2.4. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE	32
2.4.1. DESCRIPTION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE	32
2.4.2. CONFORMITE DES ACTIVITES DE L'INSTITUTION	33
2.4.3. SYNTHESE DES MISSIONS ACCOMPLIES	35
2.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE	35
2.5.1. ACTIVITE DE L'AUDIT INTERNE LORS DE L'EXERCICE 2017	35
2.5.2. MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE	36
2.5.3. INDEPENDANCE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE	36
2.5.4. DESCRIPTION DE LA POLITIQUE D'AUDIT INTERNE	36
2.5.5. DESCRIPTION DU PLAN D'AUDIT INTERNE	36
2.6. FONCTION ACTUARIELLE	37
2.6.1. STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FONCTION ACTUARIELLE	37
2.6.2. REALISATION 2017 ET PERSPECTIVES 2018	37
2.7. SOUS-TRAITANCE	38
2.8. EVALUATION DE L'ADEQUATION DU SYSTEME DE GOUVERNANCE A LA NATURE, L'AMPLEUR ET LA COMPLEXITE DES RISQUES DE L'ENTREPRISE	40

3.	PROFIL DE RISQUE	42
3.1.	RISQUE DE SOUSCRIPTION	42
3.1.1.	ANALYSE DES RISQUES DE SOUSCRIPTION	42
3.1.2.	INDICATEURS DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	42
3.1.3.	CONCENTRATION DE RISQUES	43
3.1.4.	ANALYSE DE SENSIBILITE	43
3.2.	RISQUE DE MARCHE	44
3.2.1.	ANALYSE DES RISQUES DE MARCHE	44
3.2.2.	INDICATEURS DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	44
3.2.3.	ANALYSE DE SENSIBILITE	45
3.2.4.	LISTE DES ACTIFS ET PRINCIPE DE LA PERSONNE PRUDENTE	45
3.2.5.	CONCENTRATION DE RISQUES	48
3.3.	RISQUE DE CREDIT	48
3.3.1.	DESCRIPTION DU RISQUE, INDICATEUR DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	48
3.3.2.	CONCENTRATION DES EXPOSITIONS	48
3.4.	RISQUE DE LIQUIDITE	49
3.5.	RISQUE OPERATIONNEL	49
3.5.1.	STRUCTURATION DES RISQUES OPERATIONNELS	49
3.5.2.	VALORISATION, SUIVI ET ATTENUATION DES RISQUES OPERATIONNELS	49
3.5.3.	SITUATION A FIN 2017 ET PERSPECTIVES 2018	50
3.5.4.	ANALYSE DE LA RESILIENCE DU DISPOSITIF	50
3.6.	AUTRES RISQUES IMPORTANTS	51
3.7.	AUTRES INFORMATIONS	51
4.	VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	54
4.1.	PLACEMENTS FINANCIERS	54
4.1.1.	CLASSEMENT	54
4.1.2.	METHODE DE VALORISATION	54
4.1.3.	VALORISATION COMPTABLE ET PRUDENTIELLE	55
4.2.	PROVISIONS TECHNIQUES	56
4.2.1.	CLASSEMENT DES PROVISIONS	56
4.2.2.	HYPOTHESES DE PASSIFS	56
4.2.3.	PRISE EN COMPTE DE MESURES SPECIFIQUES SOLVABILITE 2	57
4.2.4.	CALCUL DE LA MARGE POUR RISQUE	57
4.2.5.	EVOLUTION DE LA VALORISATION PRUDENTIELLE	58
4.2.6.	ECART AVEC LES PROVISIONS EN NORME SOCIALE	58
4.2.7.	NIVEAU D'INCERTITUDE	59
4.3.	IMPOTS DIFFERES	59
4.4.	AUTRES ACTIFS & AUTRES PASSIFS	59
4.5.	METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES	59
5.	GESTION DU CAPITAL	60
5.1.	FONDS PROPRES ADMIS EN COUVERTURE	60
5.1.1.	PRINCIPES DE GESTION DU CAPITAL EN NORME SOCIALE	60
5.1.2.	ECART AVEC LE BILAN SOCIAL ET PRISE EN COMPTE DE MESURES SPECIFIQUES S2	60
5.1.3.	COMPOSITION DES FONDS PROPRES EN NORME PRUDENTIELLE	61
5.2.	CAPITAL DE SOLVABILITE ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS	61
5.2.1.	SCR, MCR ET RATIOS DE COUVERTURE	61
5.2.2.	DECOMPOSITION DU SCR PAR MODULE DE RISQUE A FIN 2017	62
5.2.3.	EVOLUTION DES COMPOSANTES DU SCR	63
5.3.	UTILISATION DU SOUS MODULE «RISQUE SUR ACTIONS » FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU SCR	66

5.4.	UTILISATION D'UN MODELE INTERNE	66
5.5.	NON-RESPECT DU MCR ET DU SCR	67
6.	ANNEXE ETATS DE REPORTINGS ANNUELS PUBLICS.....	68

Synthèse

L'année 2017 marque le deuxième exercice de rédaction du rapport au public et au superviseur sur la solvabilité.

Les travaux annuels entrepris par la Gouvernance interne et Institutionnelle ont visé à maintenir en complète conformité l'Institution au cadre réglementaire Solvabilité 2.

La gouvernance s'est renforcée par la révision des politiques obligatoires, sous l'égide du Conseil d'Administration. Cette révision générale aura permis de faire, pour chacune d'elles, les ajustements nécessaires au vu de sa mise en œuvre.

Les travaux analytiques ont été menés selon un calendrier établi : analyse des risques, fixation des hypothèses du modèle ORSA et validation des résultats associés.

L'année 2017 est aussi marquée par le renforcement de la fonction clé d'audit interne. Cette dernière, désormais totalement intégrée au sein de la Gouvernance, permet d'apprécier encore mieux les risques et de mettre en œuvre toutes les améliorations nécessaires à leur gestion.

La fonction d'audit interne s'intègre dans tous les travaux de gouvernance (comité d'audit, conseil d'administration). Le rapport de la fonction d'audit interne permet à la fonction clé d'exercer son droit direct de communication de ses résultats et ainsi de pouvoir exposer toute situation qui pourrait présenter des risques.

Par ailleurs l'information à destination des administrateurs aura été consacrée, en 2017, à présenter toutes les dimensions de la fonction clé de l'audit interne.

L'Institution a déployé toutes les composantes liées à Solvabilité 2 et est rentrée dans une phase d'expertise et de maîtrise de ses risques (opérationnels, assurantiels...) par la mise en place systématique de plans d'actions.

Les thèmes transversaux d'application de la directive Solvabilité 2 ont été renforcés en 2017 : la politique de qualité des données, la continuité des activités sensibles en cas de crise...

Enfin, la Solvabilité, suivie en continu depuis l'entrée en vigueur de la Directive, présente une solidité notable et démontre que le régime de prévoyance permet de contenir notamment les chocs modélisés et les scénarios de tests proposés dans le cadre de l'analyse prospective du modèle.

Cette montée en charge, initialisée depuis 2016, se poursuivra en 2018 par la consolidation des dispositifs de maîtrise des risques (continuité des activités, amélioration des systèmes de gestion, vision prospective des risques)...

1. ACTIVITE ET RESULTATS

1.1. Activité

1.1.1.Statut et Cadre juridique

La Caisse de Prévoyance des Agents de la Sécurité Sociale et Assimilés (CAPSSA) est une Institution de prévoyance régie par le Code de la Sécurité Sociale.

Elle fonctionne en conformité avec les dispositions du Titre III du Livre IX du dit code.

Elle est autorisée à fonctionner en application de l'article L.931-4 du Code de la Sécurité Sociale, par arrêté ministériel en date du 20 juillet 1994.

L'autorité chargée du contrôle de l'Institution est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, sise 61, rue TAITBOUT à 75009 PARIS.

Les comptes de l'Institution sont audités par le Cabinet Deloitte & Associés situé 185 avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92), représenté par Philippe Soumah, Associé.

1.1.2. Objectifs & Positionnement

L'Institution a pour objet d'assurer à ses membres participants des prestations complémentaires de prévoyance s'ajoutant à celles accordées par la législation du régime général de la Sécurité Sociale.

L'Institution assure le régime de prévoyance complémentaire des organismes de Sécurité Sociale et Assimilés. Celui-ci, mis en place par un accord collectif du 24 Décembre 1993, a été modifié par le protocole de 1998, lui-même amendé en 2004, 2010 et 2011. Il offre des garanties décès et après-décès ainsi qu'une invalidité aux salariés relevant de cet accord.

Ainsi, l'Institution a des agréments pour les branches d'activité 2 « maladie » et 20 « vie décès ». Elle exerce son activité en France métropolitaine et dans les DROM-COM.

De par son positionnement et son activité, les résultats de l'Institution sont impactés par l'évolution :

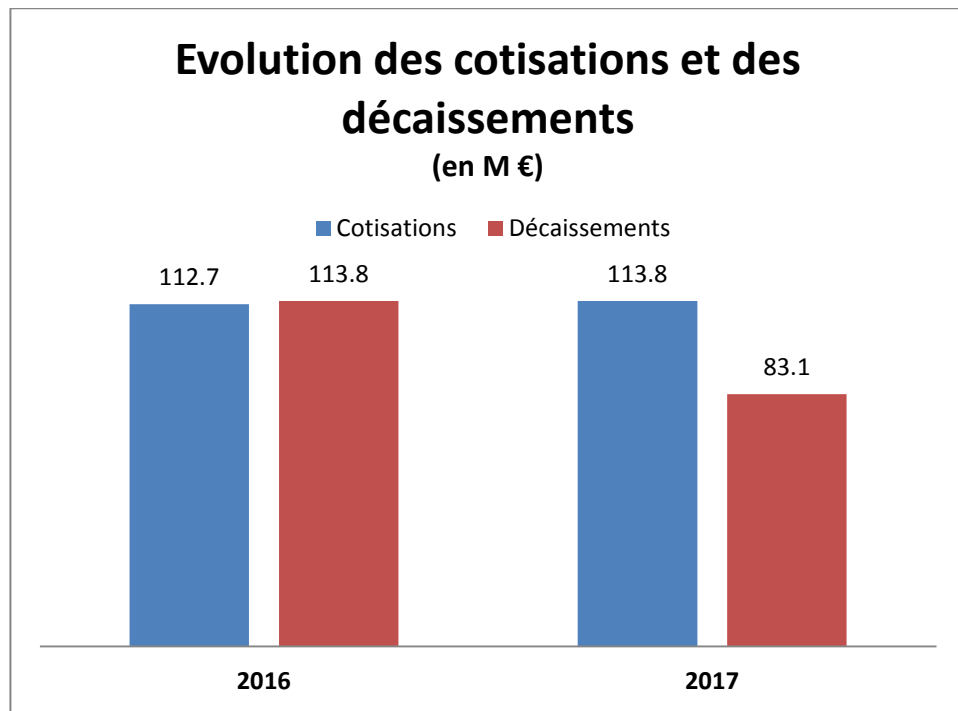
- de la population des organismes de Sécurité Sociale et de la masse salariale associée ;
- de la sinistralité de la population assurée (taux d'entrée en invalidité, taux de mortalité) ainsi que de la longévité des prestataires ;
- des marchés financiers et principalement des taux d'intérêts ;
- de l'environnement réglementaire et fiscal.

1.2. Résultats de souscription

1.2.1 Evolutions des cotisations et des décaissements

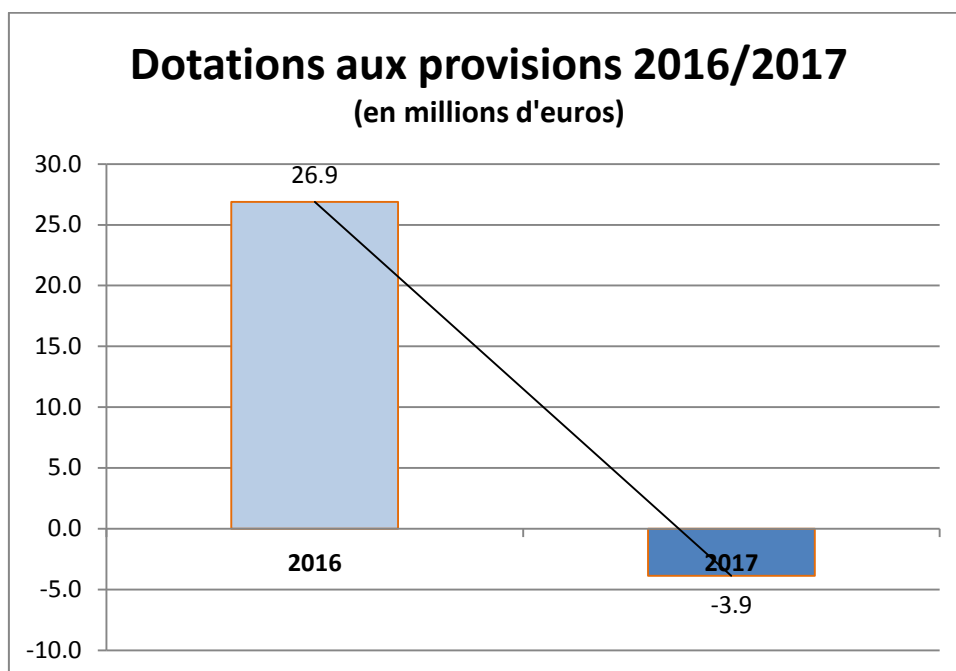
L'année 2017 est marquée par une augmentation des cotisations de 0,98 % et par une baisse de 27,07 % des décaissements de prestations. Cette baisse s'explique par une diminution de la population indemnisée (diminution du nombre de dossiers et recul des prestations moyennes).

Evolutions des cotisations et des décaissements (en M €)				
	2016	2017	2017-2016	△ (+/-)
Cotisations				
<i>Décès</i>	23,6	23,9	0,3	1,27%
<i>Frais d'obsèques</i>	1,1	1,1	0	0,00%
<i>Rentes de conjoints survivants</i>	22,6	22,8	0,2	0,88%
<i>Rente Education</i>	6,2	6,3	0,1	1,61%
<i>Pension d'invalidité</i>	59,2	59,7	0,5	0,84%
Total	112,7	113,8	1,1	0,98%
Décaissements (avec provisions)				
<i>Décès</i>	21,1	2,7	-18,4	-87,14%
<i>Frais d'obsèques</i>	0,8	0,7	-0,1	-10,50%
<i>Rentes de conjoints survivants</i>	28,9	18,1	-10,8	-37,23%
<i>Rente Education</i>	4,1	4,7	0,6	13,60%
<i>Pension d'invalidité</i>	58,9	56,8	-2,1	-3,50%
Total	113,8	83,1	-30,7	-27,01%



1.2.2 Evolutions des charges de provisions

L'année 2017 est caractérisée par une baisse de la charge des provisions à constituer en comparaison avec 2016.



Les baisses des PM et PSAP Invalidité s'expliquent par la diminution du nombre de dossiers ainsi que le recul des prestations moyennes.

La réduction des PM Maintien garantie décès des invalides est due à la baisse du montant du capital moyen, ainsi qu'à l'évolution du nombre de dossiers.

Provisions techniques brutes

En M€

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	2017/2016	△(+/-)	2016/2015	△(+/-)
Provisions mathématiques							
Non vie (invalidité)	337,5	330,0	329,3	-0,7	-0,2%	-7,5	-2,2%
Vie	407,3	429,8	428,9	-0,9	-0,2%	22,5	5,5%
Provisions pour sinistre à payer							
Non vie (invalidité)	14,3	20,0	16,4	-3,6	-18,0%	5,6	39,1%
Vie	33,8	40,1	41,5	1,4	3,4%	6,3	18,5%
Total	793,0	819,9	816,0	-3,9	-0,5%	26,9	3,4%

Les dotations aux provisions 2017 sont également caractérisées par :

- une constance des taux techniques restés identiques entre les inventaires de fin décembre 2016 et fin décembre 2017 : il n'y a pas d'effets taux dans les calculs ;
- la réforme dite « Eckert » qui a conduit à provisionner des éventuelles revalorisations et / ou pénalités sur les dossiers de survénances 2016 et après : un montant de 9,67 K€ a été pris en compte ;
- l'intégration d'une fin d'indemnisation dans la provision, pour les dossiers PI relatifs à des prestataires ayant plus de 62 ans, non plus entre 65 et 67 ans selon les générations, mais à 67 ans pour tous : l'impact est de 865 K€ ;
- la définition de la survénance, pour les dossiers de rentes d'éducation et de conjoint, comme étant l'année du fait générateur et non plus l'année de la date d'effet : le reclassement associé a conduit à revoir les séquences utilisées dans le cadre des calculs de provisions pour sinistres inconnus : l'impact est de 461 K€ sur les rentes d'éducation et de 600 K€ sur les rentes de conjoint.

1.2.3 Marge nette technique

	2016	2017	2017-2016	
<i>Cotisations</i>	112,7	113,8	1,1	0,98%
<i>Décaissements + Provisions mathématiques</i>	113,8	83,1	-30,7	-27,07%
Marge nette technique	-1,1	30,7	31,8	2894,19%

1.2.4 Comptes de résultats techniques

Comptes de résultats techniques 2015-2017			
Opérations nettes VIE		Exercices	
En K€	2015	2016	2017
<i>Cotisations</i>	53 911	53 573	54 059
<i>Produits nets des placements</i>	10 617	11 079	11 593
<i>Autres produits techniques</i>	8	10	8
<i>Charges des sinistres dont provisions</i>	- 33 083	- 33 339	- 28 020
<i>Charges des provisions d'assurance vie</i>	- 23 925	- 22 504	924
<i>Frais d'administration</i>	- 431	- 405	- 435
<i>Charges des placements</i>	- 4 037	- 3 571	- 5 565
<i>Autres charges techniques</i>	- 626	- 653	- 650
Résultat technique VIE	2 434	4 190	31 914
Opérations nettes NON-VIE		Exercices	
En K€	2015	2016	2017
<i>Cotisations</i>	59 586	59 212	59 749
<i>Autres produits techniques</i>	2		
<i>Produits des placements alloués</i>	5 249	5 591	4 430
<i>Charges des sinistres dont provisions</i>	- 64 105	- 67 371	- 58 472
<i>Charges des provisions d'assurance vie</i>	- 15 930	7 508	742
<i>Frais d'administration</i>	- 619	- 571	- 628
<i>Autres charges techniques</i>	- 687	- 715	- 713
Résultat technique NON-VIE	- 16 504	3 654	5 108

Comptes non techniques 2015-2017			
En K€	2015	2016	2017
Résultat technique VIE (1)	2 434	4 190	31 914
Résultat technique NON-VIE (2)	- 16 504	3 654	5 108
<i>Revenus des placements</i>	8 015	6 536	10 395
<i>Autres produits des placements</i>	1 591	3 449	1 937
<i>Plus-values réalisées</i>	2 631	2 176	1 037
Produits nets des placements	12 237	12 161	13 369
<i>Frais de gestion interne et externe des placements</i>	- 350	- 308	- 740
<i>Autres charges des placements</i>	- 4 303	- 3 036	- 5 678
<i>Pertes sur réalisation des placements</i>		- 577	
Charges des placements	- 4 653	- 3 921	- 6 418
Produits des placements transférés au compte technique non-vie	- 5 249	- 5 591	- 4 430
Autres produits non techniques	668	361	411
Autres charges non techniques	- 324	- 230	- 281
<i>Produits exceptionnels</i>			5
<i>Charges exceptionnelles</i>	- 27	- 2	- 1
Résultat Exceptionnel	- 27	- 2	4
<i>Impôt sur les sociétés</i>		- 1 402	- 8 659
Résultat des opérations non techniques (3)	2 652	1 376	- 6 004
Résultat de l'exercice (1+2+3)	- 11 418	9 220	31 018

Le résultat de l'exercice 2017 (+ 31,02 M€) est explicité par :

- une réduction des charges de provisions techniques entre 2016 et 2017, principalement due à l'évolution de la population indemnisée et ce, dans un contexte sans effets des taux techniques dans les calculs.

1.2.5 Résultats des 5 derniers exercices

Résultats des 5 derniers exercices (en K€)	2013	2014	2015	2016	2017
<i>Postes</i>					
<i>Cotisations brutes de réassurance</i>	114 149	113 765	113 497	112 785	113 808
<i>Charges de Prestations</i>	- 105 413	- 125 655	- 135 198	- 113 895	- 83 064
MARGE APRES DOTATIONS AUX PROVISIONS TECHNIQUES	8 736	- 11 890	- 21 701	- 1 110	30 744
<i>Autres produits non techniques</i>	242	440	668	361	411
<i>Autres charges non techniques</i>	- 233	- 295	- 324	- 230	- 281
Résultat financier	5 222	14 257	14 164	15 748	12 979
Frais de gestion	- 3 997	- 4 142	- 4 198	- 4 146	- 4 180
Résultat exceptionnel	10	- 15	- 27	- 1	4
Impôt sur les revenus financiers	- 852			- 1 402	- 8 659
RESULTAT DE L'EXERCICE	9 128	- 1 645	- 11 418	9 220	31 018

1.3. Résultats des investissements

1.3.1 Résultats des investissements

Le résultat financier issu de la gestion des actifs financiers est de :

- **12 979 K€ en 2017 ;**
- **15 748 K€ en 2016 .**

Le résultat 2017 se décompose ainsi :

RESULTAT FINANCIER (en K€)	2016	2017
Revenus des placements immobiliers	293	200
Revenus des autres placements (obligations)	1 861	2 766
Livret Institutionnel	640	89
Produits d'autres placements (OPCVM)	4 158	1 935
Décotes sur obligations	2	
Autres revenus (FCPI, OPCI)	9 695	16 354
Reprises sur provisions	6 591	3 618
<i>TOTAL PRODUITS DES PLACEMENTS</i>	<i>23 240</i>	<i>24 962</i>
Frais de gestion interne des placements	241	246
Frais de gestion externe des placements	289	1123
Charges des placements immobiliers	270	232
Frais de gestion mandat obligataire	12	
Charges de cession sur titre	1 103	
Commissions de souscription	44	
Surcotes d'obligations	66	
Dotations aux provisions pour dépréciation	5 467	10 382
<i>TOTAL FRAIS FINANCIERS</i>	<i>7 492</i>	<i>11 983</i>
RESULTAT	<i>15 748</i>	<i>12 979</i>

- Le résultat réalisé est en diminution entre 2016 et 2017 de - 17,58 % (- 2,769 M€)

Cette évolution provient :

- D'une augmentation de 7,41 % des produits des placements comptabilisés compte tenu de l'évolution des marchés en lien avec la politique de placement de l'Institution ;
- D'une augmentation de la charge des placements de 59,94%, expliquée par un accroissement significatif de la dotation aux provisions pour dépréciation.

Catégorie de titres	Dotations aux provisions	Reprises de provisions	impact résultat 2017	Impact résultat 2016
FPCI	7 270,00	1 338,00	-5 932	-1 490
OPCVM	2 105,00	1 805,00	-300	2 367
Obligations	1 007,00	475,00	-532	247
Total	10 382	3 618	-6 764	1 124

Les reprises et dotations aux provisions impactent le résultat financier pour 2017 de 6,764 M€, contre 1,124 M€ en 2016. Les résultats réalisés sur le Private Equity entraînent que les lignes restant en portefeuille sont valorisées à leur valeur de marché non compensées par celles sorties (5,932 M€).

- **Le portefeuille se répartit de la façon suivante :**

Structure des placements 2016 -2017 (en K€)	2016	2017	△17/16	Répartition 2016	Répartition 2017
<i>En valeur d'acquisition nette de frais d'achat</i>					
OPCVM Monétaires	675 025	676 424	1 399	67%	65%
FPCI non cotés (Private Equity)	81 508	89 542	8 034	8%	9%
OPCVM Actions	92 126	87 927	- 4 199	9%	8%
Obligations	46 055	53 000	6 945	5%	5%
OPCVM Obligataires	35 450	43 331	7 881	4%	4%
Fonds en dépôt sur livret d'épargne institutionnel	10 640	25 728	15 088	1%	2%
Parts de FCT (Fonds commun de titrisation)	16 621	18 000	1 379	2%	2%
OPCI (placement collectif en immobilier)	15 781	15 781		2%	2%
Placement immobiliers	12 816	12 842	26	1%	1%
OPCVM de trésorerie dynamique	8 884	8 347	- 537	1%	1%
Obligations Convertibles	5 000	4 748	- 252	0%	0%
OPCVM de gestion alternative	2 094	2 094		0%	0%
Autres prêts et assimilés	8	6	- 2	0%	0%
Total	1 002 008	1 037 770	35 762	100%	100%

La politique des placements de l'Institution « en personne prudente » est caractérisée par une part majoritaire du portefeuille dans des fonds prudents. Ainsi, en 2017, les actifs monétaires sans risque représentent 65 % des placements du portefeuille.

La structure de ce portefeuille n'a pas connu d'évolution significative entre 2016 et 2017.

- La répartition en valeur de marché :

Répartition des placements en valeur de marché 2016			Répartition des placements en valeur de marché 2017		
	<i>En K€</i>	<i>En %</i>		<i>En K€</i>	<i>En %</i>
Fonds Alternatifs	1 911	0,2%	Fonds Alternatifs	1 971	0,2%
Trésorerie Dynamique	9 068	0,9%	Trésorerie Dynamique	8 537	0,8%
Actifs immobiliers	46 271	4,6%	Actifs immobiliers	45 533	4,3%
Private Equity	72 057	7,1%	Private Equity	72 794	6,9%
Actions	88 049	8,7%	Actions	149 942	14,2%
Obligations & FCT	110 863	10,9%	Obligations & FCT	99 727	9,5%
Monétaires Euros	685 660	67,6%	Monétaires Euros	675 774	64,1%
Total	1 013 878	100,0%	Total	1 054 278	100,0%

La valorisation du portefeuille en valeur de marché montre une structure quasi-identique, avec une stabilité dans la répartition des actifs.

- Le rendement des actifs :

Le rendement comptable des actifs (sans prise en compte des plus-values latentes du portefeuille) :

	2015	2016	2017
Taux de rendement des actifs	1,53%	1,64%	1,30%

Les taux de rendement constatés traduisent, dans la structure du portefeuille, la prédominance des actifs sans risque.

- Les plus-values latentes :

Ces dernières s'établissent, au 31 décembre 2017, à 41,645 M€ contre 30,294 M€ au 31 décembre 2016 (+ 11,351 K€).

2. SYSTEME DE GOUVERNANCE

2.1. Informations générales sur le système de gouvernance

2.1.1. Le Dispositif

Le dispositif actuel repose sur l'organisation décrite ci-après.

a- Le Conseil d'administration

a-1- Composition :

La gouvernance de l'Institution est assurée par un conseil paritaire composé de vingt membres comprenant :

- un collège de dix administrateurs titulaires et de dix administrateurs suppléants représentant le collège employeur,
- un collège de dix administrateurs titulaires et de dix administrateurs suppléants représentant le collège salarié, à raison de deux titulaires et de deux suppléants par Fédération Syndicale Nationale.

Il élit un Président et un Vice-Président pour un mandat de deux ans par alternance entre les deux collèges.

a-2- Attributions :

Conformément aux articles R.931-3-11 et suivants du Code de la sécurité sociale, le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité et veille à leur mise en œuvre.

Ainsi, il :

- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'Institution et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent,
- nomme un bureau et éventuellement une ou plusieurs commissions,
- détermine les orientations de la politique d'action sociale et délègue à la commission d'action sociale sa mise en œuvre sur la base d'un Règlement intérieur qu'il approuve,
- arrête le budget, les comptes, ainsi que le rapport de gestion conformément à la réglementation du Code de la sécurité sociale, ainsi que le rapport de solvabilité,
- décide la revalorisation des prestations prévues par le régime de prévoyance, à l'exception du capital décès,
- nomme, révoque le Directeur Général,
- nomme, révoque sur proposition du Directeur Général, une ou des personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué,
- détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et fixe les

- modalités de leur contrat de travail le cas échéant,
- détermine, en accord avec le Directeur Général, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués,
- définit les cas dans lesquels les dirigeants effectifs (Directeur Général et Directeur Général Délégué) sont absents ou empêchés de manière à garantir la continuité de la direction effective,
- autorise les conventions visées à l'article R. 931-3 -24 du Code de la Sécurité sociale,
- décide de souscrire tout contrat ou convention prévu au 3e alinéa de l'article 4 du présent accord,
- procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns,
- autorise les cautions, avals et garanties donnés par l'Institution et ce dans les conditions de l'article R. 225-28 du Code de commerce,
- délibère annuellement sur la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale.

a-3- Convocations et informations des Administrateurs :

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation adressée par le Président ou, en cas d'empêchement, par le Vice-Président.

Les Administrateurs reçoivent les documents et informations nécessaires à leur mission au moins dix jours avant la date prévue pour la tenue de la réunion.

Ils reçoivent aussi régulièrement les informations importantes concernant l'Institution.

a-4- Réunions et délibérations :

Il se réunit au minimum 3 fois par année civile conformément l'article 10 des statuts.

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de quatre mois, des administrateurs constituant le tiers du Conseil d'administration peuvent demander au Président de convoquer le Conseil en indiquant l'ordre du jour de la séance. Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Il délibère annuellement et impérativement sur les thèmes suivants : approbation des procès-verbaux, budget de l'année N+1, arrêté des comptes annuels, évaluation annuelle, etc.

A l'issue de chaque réunion, un procès-verbal est établi et adressé aux administrateurs au plus tard lors de l'envoi des convocations à la séance suivante, sauf dans le cas de deux réunions rapprochées.

Après approbation par le Conseil d'administration, les procès-verbaux sont signés par le Président et le Vice-Président et consignés sur un registre spécial coté et paraphé, tenu au siège de l'Institution.

a-5- Travaux :

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'administration s'est réuni six fois. Les principaux travaux du Conseil au cours dudit exercice :

- Approbation des procès-verbaux de chaque Conseil d'administration et prise de connaissance des relevés de conclusions du Bureau et du Comité d'Audit ;

- Arrêté des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne LCB FT, du processus d'élaboration de l'information comptable & financière et des placements financiers de l'exercice 2016 ;
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2016 ;
- Election du président et du vice-président ;
- Election des membres du Bureau et du Comité d'audit ;
- Arrêté comptable et budgétaire des comptes du 1^{er} semestre 2017 ;
- Proposition d'admission en non-valeur et ratification de la liquidation des dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement ;
- Validation des mises à jour des politiques, du plan d'audit, des rapports 2017 de l'ORSA et des fonctions actuarielle et audit interne ;
- Réflexion sur la revalorisation des prestations ;
- Arrêté des comptes au 30 septembre 2017 ;
- Approbation du budget 2018 ;
- Examens de la situation des placements.

b- Le Bureau

b-1- Composition :

Il est composé à parité d'un représentant par Fédération Syndicale et d'autant de représentants du collège « Employeur », membres du Conseil d'administration, soit au total 10 membres dont le président et le vice-président.

b-2- Attributions :

Le Bureau prépare les réunions du Conseil d'administration. Il se réunit sur convocation du Président ou à défaut, du Vice-Président.

Il peut recevoir délégation du Conseil d'administration pour délibérer en ses lieu et place sur des questions précisément définies. Cette délégation est consentie suite à une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

b-3- Travaux :

Le Bureau s'est réuni sept fois. Les principales réflexions du Bureau au cours de l'exercice écoulé :

- Examen de dossiers d'inscription en non-valeur ;
- Examen du projet de modification des statuts de l'Institution ;
- Proposition de liquidation de dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement ;
- Organisation du renouvellement des Instances.

c- La Commission Paritaire :

c-1- Composition :

Elle est composée de :

- Deux représentants de chaque Fédération Syndicale Nationale du personnel affiliée aux cinq Confédérations Nationales représentatives disposant chacun d'une voix,
- Un collège employeur désigné par le conseil d'orientation de l'UCANSS disposant au total du même nombre de voix que l'ensemble des membres du collège « salarié » présent.

c-2- Attributions :

La Commission Paritaire ordinaire :

- délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé,
- approuve toutes les conventions visées à l'article R. 931-3-24 du Code de la sécurité sociale et statue sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- peut couvrir par un vote la nullité des conventions dites « réglementées » conclues sans autorisation préalable du Conseil d'administration, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie,
- ratifie la décision du Conseil d'administration de déplacer le siège social dans le même département ou dans un département limitrophe et décide de son déplacement au-delà de ces limites géographiques,
- désigne pour six exercices, sur la liste agréée par la Cour d'appel de Paris, un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant,
- définit les modalités de remboursement des frais de déplacement et de séjour exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur fonction.

Ces décisions prennent la forme de délibérations adoptées par accord obtenu à la majorité des voix des membres présents de chaque collège.

La Commission Paritaire extraordinaire se prononce sur :

- la modification des statuts et du règlement général ;
- le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations ;
- la fusion, scission ou dissolution de l'Institution.

Les dispositions retenues sont formalisées dans un avenant à l'accord qui a constitué l'Institution.

c-3- Fréquence des réunions :

Les membres de la Commission Paritaire se sont réunis deux fois au cours de l'exercice écoulé.

c-4- Travaux :

Au cours de ces réunions, la Commission a pris les décisions suivantes :

- Approbation des procès-verbaux des Commissions Paritaires du 26/04/2016 et du 26/04/2017 ;
- Approbation des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne LCB FT, du processus d'élaboration de l'information comptable & financière et des placements financiers de l'exercice 2016 ;

- Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées ;
- Approbation du projet modificatif des statuts de l'Institution ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2016.

d- Le Comité d'Audit :

d-1- Composition :

Le Comité d'Audit est l'émanation directe du Bureau, comme cela est prévu dans les recommandations du CTIP, auquel est adjoint un administrateur extérieur au bureau justifiant des compétences particulières en matière financière ou comptable.

d-2- Attributions :

En particulier, et sans que cette liste soit limitative, le Comité d'audit est chargé :

- de toutes questions relatives au processus d'élaboration de l'information financière ;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels par le commissaire aux comptes. A cet effet, il examine les comptes avant leur soumission au Conseil ;
- de suivre l'efficacité des systèmes du contrôle interne et de gestion des risques. A cet égard, il s'assure auprès de la Direction Générale de l'efficacité de l'organisation et des processus mis en œuvre, notamment en matière de règle de souscription, de provisionnement technique, de définition des cessions en réassurance ou de politique de placements et de gestion actif-passif.

Pour l'exercice des missions de suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et des systèmes et dispositifs de gestion des risques, le Comité reçoit de la Direction Générale, qui est elle-même soumise à ces obligations, les éléments nécessaires pour accomplir ces missions. Il veille notamment à l'efficacité des procédures mises en place pour déceler, mesurer, contrôler, gérer les risques auxquels l'Institution est ou pourrait être exposée.

- de participer au processus de désignation des commissaires aux comptes. A cet égard, il émet une recommandation sur le commissaire aux comptes proposé à la désignation et s'assure de son indépendance.

d-3- Fréquence des réunions :

Les membres du Comité d'Audit se sont réunis sept fois au cours de l'exercice écoulé. L'agenda des réunions est identique à celui du Bureau.

d-4- Travaux :

Les principaux travaux du Comité d'Audit au cours de l'exercice écoulé :

- Examen des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne LCB FT, du processus d'élaboration de l'information comptable & financière et des placements financiers de l'exercice 2016 ;
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2016 ;
- Réflexion sur la revalorisation éventuelle des prestations ;
- Situation comptable et budgétaire du 1^{er} semestre 2017 ;
- Validation des mises à jour des politiques, du plan d'audit, des rapports 2017 de l'ORSA et des fonctions actuarielle et audit interne ;
- Situation comptable au 30 septembre 2017 ;
- Examens de la situation et de la politique des placements ;
- Proposition du budget 2018.

e- La Commission d'Action Sociale :

e-1- Composition :

Elle est composée de :

- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants désignés par le collège « salarié » du Conseil d'administration ;
- Un membre titulaire et un membre suppléant désigné par le collège « employeur » du Conseil d'administration disposant au total du même nombre de voix que l'ensemble du collège « salarié » présent.

e-2- Attributions :

La Commission d'Action Sociale examine les dossiers de demandes d'aides individuelles et décide souverainement de l'attribution ou du refus d'attribution des aides individuelles sollicitées (aide financière exceptionnelle, prêt d'honneur).

e-3- Fréquence des réunions :

Au cours de l'exercice écoulé, les membres de la Commission d'Action Sociale se sont réunis huit fois.

f- La Direction Générale :

La Direction générale est assumée, sous le contrôle du Conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par celui-ci, par le Directeur Général.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Institution.

Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi au Conseil d'administration et à la Commission paritaire.

Il représente l'Institution dans ses rapports avec les tiers.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué dirigent effectivement l'Institution.

L'étendue et la durée des pouvoirs conférés au Directeur Général Délégué sont déterminées par le Conseil d'administration, en accord avec le Directeur Général.

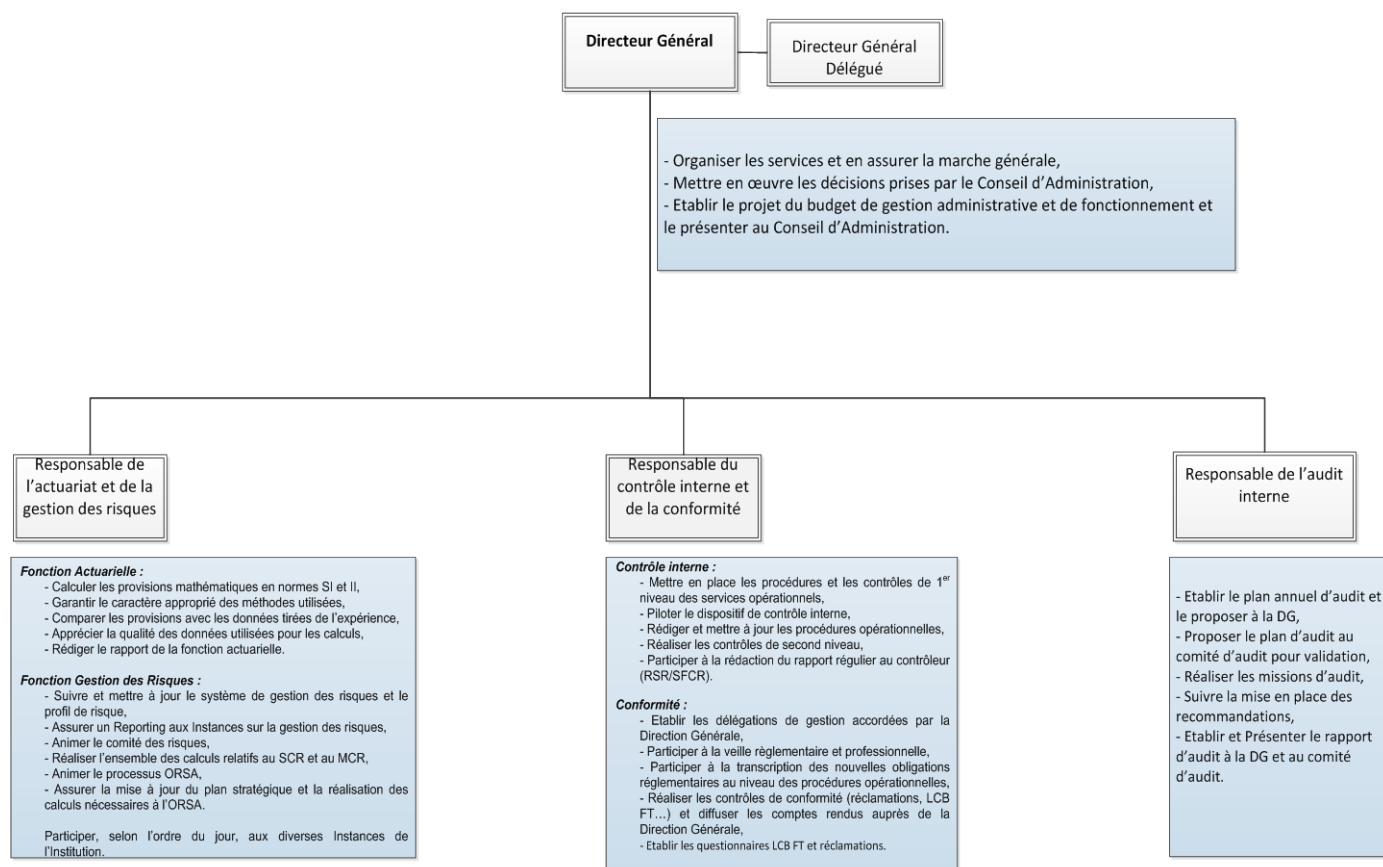
Le Directeur Général Délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

g- Les fonctions clés :

Le système de gouvernance comprend les fonctions clés suivantes : la fonction de gestion des risques, la fonction de vérification de la conformité, la fonction d'audit interne et la fonction actuarielle. L'Institution a mis en place des politiques écrites relatives à la gestion des risques, au contrôle interne, à l'audit interne, à l'externalisation, etc.

Le Directeur Général nomme les personnes responsables de chacune des fonctions clés mentionnées ci-dessus et placées sous son autorité.

Organigramme interne des fonctions clés :



2.1.2. Les délégations de responsabilités

Pour assurer la bonne marche générale, le Directeur Général a donné des délégations d'ordonnancement et de paiement aux Responsables des Services et leurs Adjoints, ainsi qu'à certains

agents. Celles-ci sont mises à jour après chaque modification intervenue au sein du service ou de l'Institution.

Les délégations sont établies, pour les nouveaux collaborateurs habilités qui intègrent l'Institution, une fois la période d'essai terminée.

Les moyens de paiement sont obligatoirement signés par deux collaborateurs possédant une délégation de paiement dès lors qu'ils ne sont pas ordonnateurs, à l'exception des paiements effectués par télétransmission.

Toutes les règles relatives à l'ordonnancement des dépenses et à la signature des moyens de paiement sont formalisées dans une procédure.

2.1.3. Changements importants du système de gouvernance

Au cours de l'exercice 2017, il y a eu les changements suivants :

- Election du Président et du Vice-Président du Conseil d'administration,
- Election des membres du Bureau et du Comité d'audit.

2.1.4. Informations sur la politique et les pratiques de rémunération applicables aux membres de l'OAGC et aux salariés :

La politique de rémunération menée par l'Institution a pour objectif :

- de garantir l'engagement et la fidélisation sur le long terme des collaborateurs,
- de s'assurer d'une gestion appropriée des risques et de la conformité,
- de permettre le développement des compétences collectives et individuelles.

Elle repose sur un examen annuel des rémunérations, piloté par la Direction Générale, impliquant les responsables des différents services.

La proposition budgétaire de la masse salariale globale est soumise à l'approbation des membres du conseil d'administration.

La politique de rémunération est établie dans le respect des réglementations.

L'Institution, de par son activité, applique pour ses salariés la Convention collective nationale du travail du personnel des Institutions de retraites complémentaires du 9 décembre 1993. Etendue par arrêté du 19 septembre 1994 (JORF 29 septembre 1994) et élargie aux institutions de prévoyance par arrêté du 31 janvier 1995.

L'avenant N°9 relatif à la formation professionnelle, la classification et la rémunération signé le 18 juillet 2007 fixe un socle sur lequel s'appuie l'Institution en termes de minima de rémunération.

Les salaires individuels d'embauche sont déterminés par la Direction Générale et le responsable de service « recruteur » en adéquation avec le poste à pourvoir selon l'expérience du collaborateur.

Les décisions d'évolutions de salaires collectives sont laissées à la négociation de branche professionnelle.

Les augmentations individuelles sont attachées à la personne et à l'évolution de ses compétences utiles. Elles sont attribuées sur proposition du Responsable de service et/ou de la Direction Générale.

Des gratifications individuelles sont attribuées sur proposition du Responsable de service et/ou de la Direction Générale en reconnaissance d'un effort particulier ou de l'exécution d'une tâche ne relevant pas des attributions du collaborateur (prise en compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs).

Les objectifs qualitatifs sont individualisés, liés à l'activité professionnelle et au niveau hiérarchique du poste. Ces objectifs incluent la qualité de la gestion des risques et les moyens et les comportements mis en œuvre pour atteindre les résultats tels que la coopération, le travail en équipe et la gestion des hommes.

Des éléments de rémunération indirecte sont mis en place et s'adressent à l'ensemble des collaborateurs.

Sont Pris en charge par l'Institution pour tous les salariés (hors œuvres sociales):

- la cotisation individuelle complémentaire santé ;
- la souscription d'une garantie dépendance ;
- l'abonnement transport IDF ;
- le co-financement participation à hauteur de 60 % de la valeur des titres restaurants.

La Direction Générale veille à ce que les éléments de rémunération variable n'entravent pas la capacité de l'Institution à atteindre ses objectifs en matière de maîtrise des frais de gestion. En effet, ces derniers se montent à 5,5 M€ pour l'année 2017, (4,7 M€ en 2016).

Le salaire des Dirigeants effectifs est fixé par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur Général en ce qui concerne la rémunération du Directeur Général Délégué, il est constitué exclusivement d'une part fixe.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Il n'y a pas de changement des droits à rémunération entre 2016 et 2017 (il n'y a pas d'Intéressement).

Les salariés et les cadres sont affiliés aux régimes de retraites complémentaires AGIRC et ARRCO.

Les salariés cadres dont la rémunération dépasse 4 fois le PASS bénéficient d'un contrat retraite « article 83 ».

2.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

2.2.1. Personnes concernées dans l'Institution

Sont concernées dans le cadre de l'Institution, les personnes suivantes :

- L'ensemble des Administrateurs,
- Les deux Dirigeants Effectifs,
- Le ou la Responsable de la fonction Actuarielle,

- Le ou la Responsable de la fonction Audit Interne,
- Le ou la Responsable de la fonction Conformité,
- Le ou la Responsable de la fonction Gestion des Risques.

2.2.2. Condition d'honorabilité des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables de fonctions clés

Les administrateurs ont validé le 21 septembre 2017, les modifications apportées aux conditions d'appréciation et de suivi de l'honorabilité. Ainsi, celle-ci s'apprécie, au départ, au regard de l'extrait de casier judiciaire. Néanmoins, il a été rappelé à l'ensemble de personnes soumises à cette politique que conformément au point IV de l'article L 931-7-2 du Code de la Sécurité Sociale :

« IV.-Les personnes exerçant une fonction, une activité ou une profession mentionnée au premier alinéa du I, qui font l'objet de l'une des condamnations prévues au I et au II doivent cesser leur activité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la décision de justice est devenue définitive. »

De fait, il est attendu que les personnes concernées fassent part de leur nouvelle situation dans les délais indiqués par le dit-article auprès du Président du Conseil d'Administration ou des Dirigeants.

2.2.3. Evaluation de l'aptitude des administrateurs effectifs

Concernant les membres du Conseil d'Administration, les principes suivants ont été retenus :

- Evaluation de la compétence sur une base collective dans l'esprit de l'article Art. R. 931-3-10-1 du Code de la Sécurité Sociale,
- Réalisation de l'évaluation sur la base des formations, des qualifications ou connaissances et des expériences ou mandats passés.

« Art. R. 931-3-10-1. – [...] elle s'assure que ceux-ci disposent collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et de marchés financiers, de stratégie de l'institution de prévoyance ou de l'union et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à l'institution de prévoyance ou à l'union, appropriées à l'exercice des responsabilités dévolues au conseil d'administration. »

Les notions évoquées ci-dessus s'entendent comme suit :

- Marchés de l'assurance et de marchés financiers : prise de conscience et compréhension de l'environnement économique dans lequel la CAPSSA opère,
- Stratégie et connaissance du modèle économique : compréhension détaillée de la stratégie et du positionnement de l'Institution,
- Système de gouvernance : compréhension du profil de risque de l'Institution, capacité à évaluer l'organisation de la gouvernance et à suivre les éventuels changements,
- Connaissance de l'analyse financière et actuarielle : capacité à interpréter l'information financière et actuarielle de l'Institution, à identifier les questions clés, à mettre en place les contrôles adéquats et prendre les mesures nécessaires sur la base de ces informations,
- Exigences législatives et réglementaires : sensibilisation et compréhension des évolutions du cadre dans lequel l'Institution opère et de sa capacité à s'adapter aux changements.

Les administrateurs devront donc pouvoir justifier de connaissances sur tout ou partie des sujets indiqués dans l'article ci-dessus. Outre le cycle de formation du CTIP, la CAPSSA organisera des formations spécifiques à la demande des administrateurs sur les sujets qu'ils souhaitent approfondir.

Il est attendu que les Présidents et Vice-Présidents du Conseil d'Administration soient choisis parmi des administrateurs qui pourront démontrer individuellement une connaissance plus approfondie des sujets.

2.2.4. Evaluation de l'aptitude des dirigeants effectifs

Les dirigeants effectifs sont nommés par le Conseil d'administration qui appréciera leurs compétences au regard de leur curriculum vitae qui pourra être complété d'un rapport d'expérience.

Dans le cadre de leurs échanges avec les membres du Conseil d'administration, ils pourront évoquer tous les points qu'ils jugeront nécessaires à l'exercice de leur mission.

2.2.5. Evaluation de l'aptitude des porteurs des fonctions clés

Les titulaires des fonctions clés sont nommés par le Directeur Général, qui appréciera leur compétence au regard de leur curriculum vitae qui pourra être complété d'un rapport d'expérience.

Dans le cadre de leur fonction, ils ou elles seront amenés à faire un rapport annuel sur l'exercice de leur fonction auprès du Conseil d'Administration. Il est acté que pourront être abordées toutes les questions relatives à l'exercice de leur mission : difficulté rencontrée, nouveau besoin identifié,....

Il est déjà acté qu'ils bénéficieront d'un plan de formation adapté pour leur permettre de maintenir leurs compétences à jour.

2.2.6. Faits marquants de l'exercice et perspectives

La liste des dirigeants effectifs et des détenteurs de fonctions clés est, au 31 décembre 2017 :

- Dirigeants Effectifs : Monsieur Jean-Pierre MOTTURA, Monsieur Eric LEGRAND,
- Fonction Actuarielle : Madame Anne ROLLAND,
- Fonction Audit Interne : Monsieur Thierry ROUSSIGNOL,
- Fonction Conformité : Monsieur Mounir TOUAMI,
- Fonction Gestion des Risques : Madame Anne ROLLAND.

L'exercice 2017 a permis de consolider le dispositif existant, tant au niveau de la gouvernance interne qu'institutionnelle. Il a été marqué par la tenue d'un nouveau séminaire du Conseil d'administration qui a permis aux administrateurs ainsi qu'aux suppléants présents de bénéficier de formations sur l'audit interne et la gestion des risques. Il est prévu, pour le séminaire de 2018, de poursuivre l'accompagnement des administrateurs dans leur montée en compétence.

2.3. Système de gestion des risques

2.3.1. Description du système de Gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques a pour objectif de couvrir tous les processus et systèmes de la CAPSSA. Il n'a pas vocation à être statique mais correspond plutôt à un enchaînement itératif et continu

d'actions intégrées. Il est mis en œuvre par la direction et l'ensemble des collaborateurs, sous la supervision du Conseil d'Administration. Il est intégré aux principaux dispositifs opérationnels, y compris la planification stratégique. Enfin, il est pragmatique et proportionné pour ce qui est de recenser, d'évaluer, d'atténuer et de surveiller les risques liés à ses procédures et fonctions.

Ce système se base donc sur l'implication :

- des Instances de l'Institution qui exercent un contrôle général : suivi de la réalité du dispositif ; approbation des stratégies, des ressources, détermination du niveau de tolérance aux risques ;
- du Directeur Général, assisté du Responsable des Risques qui met en œuvre et conduit le processus de gestion globale des risques : établissement du profil de risques, présentation aux Instances pour approbation des décisions relatives à la gestion des risques;
- du personnel de l'Institution, qui dans son domaine de compétence, participe à la gestion globale des risques conformément à la politique dédiée ainsi qu'aux règles et procédures établies;
- du Responsable de l'Audit Interne, en charge de l'évaluation indépendante de l'efficacité du dispositif de gestion des risques et de contrôle interne.

Tous les collaborateurs sont, donc, sensibilisés à la notion de risque. Ils sont aussi amenés à alerter leur responsable et le responsable de la gestion des risques sur les incidents et les événements atypiques qui conduiraient à revoir le profil de risque de la CAPSSA.

Le suivi des risques se base sur une cartographie qui est un outil utilisé pour matérialiser les principaux risques, en mesurer leur impact ainsi que leur probabilité. Elle permet de visualiser facilement et rapidement les risques et leur interaction et d'en évaluer l'ampleur, ce qui aide à définir les mesures à prendre pour les atténuer ou les supprimer. Ce travail permet de définir des mesures de prévention et de mise en œuvre des plans d'action qui permettront de diminuer l'exposition aux risques concernés. Ces plans d'actions font l'objet d'un suivi dans le cadre du Comité de Risques

La maîtrise des risques passe par des suivis et contrôles, organisés en fonction de la typologie des risques sous revue. Ainsi, concernant les risques opérationnels, les salariés se comportent en « personnes prudentes » ce qui contribue à la responsabilisation et la fiabilisation des opérations. Chaque strate d'intervenants effectue des contrôles, avec un prisme différent, ce qui permet de sécuriser l'approche globale. Concernant les autres risques, le contrôle est réalisé, à minima, sur une base annuelle à partir d'indicateurs validés par les Instances.

Le détail du processus pour chacune des grandes familles de risque est développé dans la partie ad-hoc du profil de risque.

2.3.2.Focus spécifique sur différents risques

Les informations sur les objectifs, les stratégies, les processus de reporting en matière de gestion des risques sont repris dans la partie 3 relative au profil de risque.

- **Risques majeurs sur la durée de vie des engagements**

Les risques assurantiels majeurs auxquels l'Institution est exposée sur la durée de vie de ses engagements sont ceux liés aux aléas sur la vie, c'est-à-dire la longévité et la mortalité. Les risques liés aux garanties rentes d'éducation et de conjoints ont été intégrés dans le besoin global de solvabilité pour les montants des SCR calculés dans le cadre de l'application de la formule standard. En effet, compte tenu de la taille des échantillons, il n'est pas possible de faire des tables d'expérience. Pour la

garantie invalidité, ces risques ont fait l'objet d'une étude en 2016 et la construction des tables d'expériences a permis de démontrer qu'ils se compensaient quasi-intégralement.

En parallèle, l'Institution doit faire face aux risques financiers associés aux actifs en représentation des engagements.

- **Risques majeurs non intégrés dans la formule standard**

Les principaux risques identifiés qui ne sont pas pris en compte dans le calcul du capital de solvabilité requis tel défini à l'article 101, paragraphe 4, de la directive 2009/138/CE, servent de bases à la définition des scénarios de test utilisés pour les évaluations demandées à l'alinéa b de l'article 101, paragraphe 4, de la directive 2009/138/CE.

Ainsi, dans le cadre de l'ORSA réalisé en 2017, l'Institution avait identifié, comme étant majeurs, les risques de non reconduction de l'Institution et d'évolution de l'environnement réglementaire.

L'occurrence de ces deux risques a été testé pour démontrer que l'Institution respecte la couverture de son capital de solvabilité requis et ce, également dans un environnement dégradé.

- **Vérification de la qualité des évaluations de crédit**

Concernant la vérification des évaluations de crédit, l'Institution s'appuie, compte tenu de sa taille, sur ses prestataires externes. En tant que sous-traitant, ces prestataires feront l'objet d'audit régulier. Si les résultats de l'audit s'avéraient insuffisants, l'Institution souscrirait un abonnement auprès d'au moins deux agences de notations reconnues par l'EIOPA et ce afin de renforcer la fiabilité des données.

- **Evaluations spécifiques**

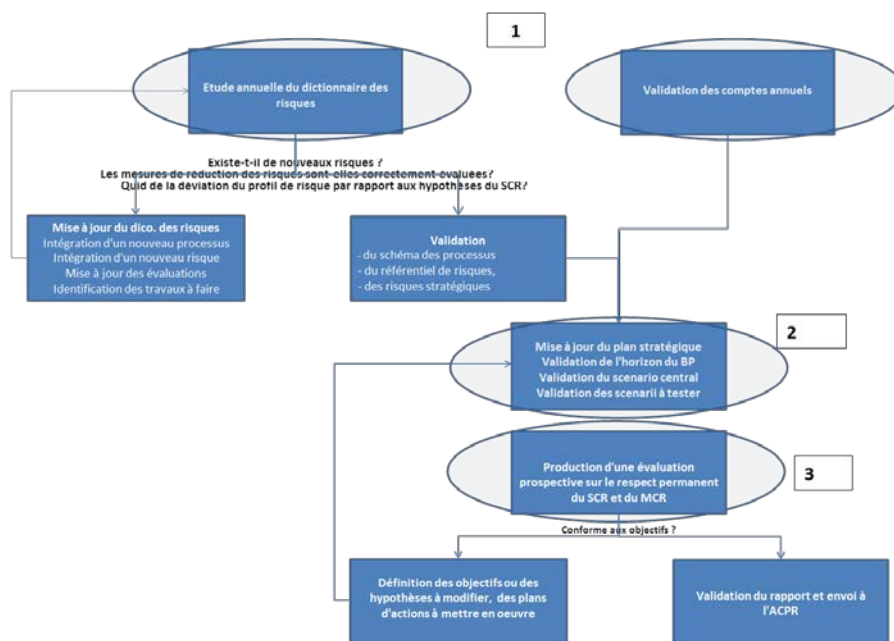
Dans un souci de prudence, les Instances de l'Institution n'ont pas retenu les options liées à l'ajustement égalisateur et la correction de volatilité.

2.3.3. Processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA)

Cette partie explicite l'ensemble des descriptions ou attendus relatifs au sujet attendu tel que précisé dans les articles 294 paragraphe 4 et 308 paragraphe 4 du règlement délégué 2015/35 de la commission du 10 octobre 2014.

- **Organisation et documentation du processus ORSA**

L'actuel processus ORSA peut être schématisé par le graphe ci-après.



L'étude annuelle du profil de risque, la mise à jour du plan stratégique et le rapport ORSA sont validés par le Conseil d'administration qui s'appuie sur les travaux du Bureau et du Comité d'Audit. Les études préparatoires sont réalisées par le détenteur de la fonction gestion des risques, qui conjointement avec le Directeur Général, proposent des orientations aux Instances.

L'ensemble des travaux fait l'objet d'une documentation interne sur la méthodologie et les hypothèses.

Le rapport ORSA est remis après validation par les Instances, aux responsables des différents services qui, en prenant connaissance, seront à même d'apprécier le travail réalisé.

• **Fréquence de réalisation du processus ORSA**

L'ORSA régulier est réalisé une fois par an. En cas de modifications de l'environnement réglementaire, de mouvements boursiers plus importants qu'anticipés, de demandes spécifiques des Instances, un ORSA ponctuel sera réalisé.

• **Détermination du besoin global de solvabilité (BGS)**

Le besoin global de solvabilité a été déterminé après l'analyse du profil de risque de l'Institution. En effet, aux risques déjà inclus dans la formule standard de calcul du besoin requis de solvabilité, il a été rajouté les risques identifiés comme majeurs lors de la réalisation de ces travaux.

Ainsi, les analyses menées en 2016 et en 2017, avaient fait ressortir la prédominance des risques de souscriptions et de marché, ce qui est cohérent avec le cœur de métier de l'Institution. Les autres risques majeurs se rapportaient à l'environnement réglementaire dans lequel évolue l'Institution.

L'ensemble des risques présents à la fois dans la formule standard et dans le dictionnaire des risques, repris dans la partie sur le profil de risque, a été intégré dans le calcul du BGS. Il a été rajouté le risque de liquidité des actifs et les risques jugés majeurs pour l'Institution. Ces risques ont été valorisés unitairement, ou par différence entre deux scénarios.

- **Interaction entre la gestion du capital et la gestion des risques**

Dans le cadre de l'ORSA, la projection du SCR permet d'alerter les Instances sur la nécessité de renforcer la structure financière de l'institution si le besoin apparaissait. A cet effet, des ajustements des garanties seraient envisageables.

2.4. Système de contrôle interne

2.4.1 Description du Système de Contrôle Interne

a- Définition et objectifs :

Le contrôle interne se définit comme un processus mis en œuvre par la Direction Générale en vue d'assurer une gestion efficace des opérations de l'Institution. Il comprend l'ensemble des moyens, comportements, procédures et actions adaptés aux caractéristiques propres de l'Institution, visant à assurer :

- l'application des instructions et des orientations fixées par le Conseil d'administration ou la Direction Générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de l'Institution, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières ;
- la conformité aux lois et règlements auxquels l'Institution est soumise ;
- la prévention des fraudes ;

et d'une façon générale, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Les principaux objectifs de la Direction Générale en matière de contrôle interne sont les suivants :

- Formaliser les procédures opérationnelles et mettre en place des contrôles manuels et automatisés ;
- Séparer les tâches de traitement et celles de contrôle ;
- Diffuser une culture de contrôle interne au sein de l'Institution pour garantir une bonne appropriation des autocontrôles et des contrôles de premier niveau par les opérationnels concernés ;
- Améliorer et ajuster le dispositif en fonction des risques et enjeux identifiés...

Toutefois, le contrôle interne, comme tout système de contrôle, ne peut fournir une garantie absolue que ces objectifs seront atteints.

b- Principes et organisation :

Le Service Contrôle Interne est sous la responsabilité directe du Directeur Général. Il est constitué d'une seule personne. Le système de contrôle interne est fondé principalement sur :

- l'implication de la Direction Générale ;
- le principe de délégation et de supervision ;

- la séparation entre les tâches d'engagement, de paiement, d'enregistrement et de contrôle ;
- la diffusion en interne d'informations pertinentes et fiables ;
- le dispositif de gestion des risques...

Les activités de contrôle correspondent à l'ensemble des politiques et des procédures mises en place pour maîtriser les risques et réaliser les objectifs.

Pour assurer l'efficacité des activités de contrôle au sein de l'Institution, celles-ci font l'objet d'une organisation cohérente et appropriée qui s'appuie sur l'autocontrôle, le contrôle du premier niveau effectué au sein du service, le contrôle de deuxième niveau assuré par le responsable du contrôle interne et le contrôle de troisième niveau effectué par l'auditeur interne.

Pour faciliter le bon fonctionnement, la mise en œuvre effective du dispositif et assurer la culture de contrôle interne au sein de l'Institution, le réseau de correspondants de contrôle interne en place est composé des responsables de services.

Enfin, pour mieux sensibiliser l'ensemble du personnel aux éventuelles modifications, le processus de validation des procédures adopté au sein de l'Institution se fonde sur un travail très étroit avec les collaborateurs de chaque service concerné.

Les procédures et modes opératoires formalisés et validés à ce jour sont mis à la disposition du personnel sous formats papier et électronique (procédures et modes opératoires relatives à la gestion des prestations, à la conformité réglementaire, à la comptabilité et au fonctionnement interne...). D'autres processus feront l'objet de formalisation pour alimenter la base de connaissance.

2.4.2 Conformité des activités de l'Institution

a- Définition et objectifs :

La vérification de la conformité vise à prévenir le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, d'atteinte à la réputation et/ou de perte financière qu'engendre le non-respect de dispositions légales réglementaires et des normes professionnelles ou déontologiques.

La fonction conformité a pour objectif de vérifier le respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes et recommandations professionnelles, des orientations du Conseil d'administration, des instructions de la Direction Générale et des procédures internes.

Elle a également pour objectif de protéger l'intérêt des membres participants et la réputation de l'Institution.

Enfin, elle a pour objectif d'éviter la survenance des risques de non-conformité.

b- Organisation :

La mise en place de la fonction conformité au sein de l'Institution est fondée sur les grands principes suivants :

- Veille réglementaire qui peut donner lieu à la rédaction de notes juridiques diffusées aux services concernés ;

- Evaluation des impacts des nouvelles dispositions sur les processus internes ;
- Formalisation ou actualisation des procédures et des contrôles associés ;
- Vérification de la mise en place du nouveau dispositif ;
- Réévaluation du risque de non-conformité.

Quelques éléments synthétiques illustrant les modalités de mise en conformité par rapport à la réglementation ou aux orientations du Conseil d'administration :

- La veille réglementaire est répartie par type de métier. Chaque responsable de service suit l'évolution des réglementations qui le concernent. Un travail collaboratif avec le responsable de la conformité permet d'évaluer et de mettre à jour les procédures et les contrôles.
- Les documents et décisions du Conseil d'administration sont communiqués aux différents responsables de services, qui sont destinataires de tous les documents adressés aux Administrateurs (sauf confidentialité nécessaire).
- Une fois la communication de ces documents effectuée, les décisions du Conseil d'administration sont mises en œuvre par chaque responsable dans le cadre de ses attributions, à titre d'exemple :
 - ✓ Amélioration des prestations : la modification des modalités de calcul est effectuée par le Service Informatique ;
 - ✓ Affectation du résultat : l'écriture est enregistrée par le Service Comptable ;
 - ✓ Demandes de prestations reçues hors délai légal : le traitement est effectué par le Service Technique après décision favorable du Conseil ;
 - ✓ Dossiers à inscrire en non-valeur : le traitement est effectué par le service comptable après décision favorable du Conseil ;
- Les risques de nature juridique sont suivis par le juriste en sus, en fonction des sujets traités, des expertises confiées à des prestataires externes. Ils donnent lieu à la rédaction de notes destinées aux responsables de service concernés ;
- Les risques liés à la sécurité de l'information :
 - ✓ L'accès aux systèmes d'informations fait l'objet d'autorisations nominatives ;
 - ✓ Le contrôle des habilitations aux systèmes de gestion et comptable est effectué annuellement ;
 - ✓ Les mises à jour des logiciels font systématiquement l'objet d'acquisition de licences ;
 - ✓ La conformité aux nouvelles exigences de la CNIL sont à l'étude par le responsable juridique pour une mise en conformité avant la date limite ;
 - ✓ Le plan de continuité informatique est mis en place par le Service Informatique pour la sauvegarde des données.

La politique de vérification de la conformité comme pour les autres politiques sont mises à jour annuellement par les responsables concernés, proposées à la Direction Générale pour vérification et soumises au Conseil d'administration pour validation.

2.4.3 Synthèse des missions accomplies

Au cours de l'année 2017, le service du contrôle interne et conformité, en collaboration avec d'autres services, a effectué un certain nombre de missions. Les principales sont listées ci-après :

- Suivi périodique des dossiers d'indus ;
- Contrôle du dispositif LCB FT ;
- Préparation et mise à jour des délégations internes ;
- Revue des profils des systèmes de gestion (Cimeon) et de comptabilité (WhipCompta) ;
- Formalisation et actualisation de procédures ;
- Contribution à l'établissement du RSR/SFCR pour l'exercice 2016 ;
- Etablissement des rapports sur la LCB FT, information comptable et financière pour l'exercice 2016 ;
- Amélioration du dispositif de gel des avoirs ;
- Mise en concurrence relative à la formation de LCB FT ;
- Travaux liés à la mise en place du logiciel SAS Guide ;
- Mise à jour des politiques de contrôle interne et de conformité ;
- Mise à jour du plan de conformité et de la cartographie des risques de non-conformité ;
- Contrôle périodique d'un échantillon de RIB et de dossiers prestations décès créés entre 2016 et fin juin 2017 ;
- Contrôle d'application de la loi Eckert sur un échantillon de dossiers ;
- Contrôle des dossiers rouverts par le service technique ;
- Contrôle des réclamations et des médiations reçues au cours de 2016 ;
- Préparation des questionnaires ACPR et CTIP portant sur la LCB FT, protection de la clientèle...

2.5. Fonction d'audit interne

2.5.1. Activité de l'audit interne lors de l'exercice 2017

La fonction d'audit interne est exercée par le responsable de l'audit interne, salarié de l'Institution.

L'exercice 2017 a permis la réalisation de missions prévues dans le plan d'audit triennal, le suivi des plans d'action liés aux audits terminés et la rédaction du rapport annuel de la fonction d'audit interne.

Le rapport annuel de la fonction d'audit interne rappelle les objectifs, les responsabilités et l'indépendance de la fonction d'audit interne, précise l'état d'avancement de l'exécution du plan d'audit avec notamment la priorité donnée à l'audit qualité des données dans l'optique Solvabilité 2, présente une synthèse des missions achevées (appréciation globale, nombre de recommandations, objectifs, principaux constats) et le suivi de la mise en œuvre des recommandations avec les plans d'actions détaillant les statuts et échéances des actions.

2.5.2. Mise en œuvre de la fonction d’audit interne

Le détenteur de la fonction d’audit interne impulse les différents travaux nécessaires à sa mission définie à l’article 271 du règlement délégué 2015-35 de la Commission du 10 octobre 2014.

Parmi ses responsabilités, le responsable de l’audit interne réalise les missions définies dans le plan d’audit triennal en respectant les normes en vigueur, suit les plans d’action associés aux audits internes et externes, rédige le rapport annuel d’audit interne et procède annuellement à la révision de la politique d’audit interne.

La formalisation des travaux menés - rapport de mission, plan d’audit, rapport annuel d’audit interne, politique d’audit interne - est présentée à la Direction Générale, au comité d’audit et au Conseil d’administration.

2.5.3. Indépendance de la fonction d’audit interne

Afin de garantir l’indépendance du responsable de l’audit interne et de respecter les exigences réglementaires relatives à cette fonction clé, les mesures suivantes sont actuellement en place :

- Le responsable de l’Audit est directement rattaché à la Direction Générale, ce qui lui permet de mener à bien ses responsabilités sans risque de conflit et lui assure un champ d’investigation le plus large possible ainsi qu’une mise en œuvre efficace des recommandations ;
- Le responsable de l’Audit assiste au Conseil d’administration dès lors que les points à l’ordre du jour relèvent d’un domaine de l’audit. Sa présence lui permet de se tenir informé des décisions prises et des évolutions de l’Institution, tout en conservant un rôle indépendant d’observateur ;
- Le responsable de l’Audit dispose d’un accès direct et non restreint à la Direction Générale et au Comité d’audit, émanation du Conseil d’administration ;
- Le responsable de l’Audit n’a pas exercé et n’exerce pas de fonction opérationnelle au sein de l’Institution, garantissant ainsi l’absence de conflit d’intérêt entre la fonction et les responsables administratifs.

2.5.4. Description de la politique d’audit interne

La politique d’audit interne décrit l’ensemble des prérogatives nécessaires au bon fonctionnement de du dispositif d’audit interne et sa capacité à répondre aux exigences réglementaires.

Le document définit en conséquence le cadre de référence du dispositif d’audit interne et les liens entre les différentes parties prenantes : Comité d’Audit, Direction Générale, responsable de l’audit interne, audités.

Les dispositions de la politique d’audit interne sont revues annuellement par le responsable de l’audit et donnent lieu si besoin à une mise à jour. Chaque évolution de la politique est soumise à la validation de la Direction Générale et du Conseil d’administration, après analyse préalable par le Comité d’Audit.

2.5.5. Description du plan d’audit interne

Le plan d’audit triennal prévoit la planification des missions d’audit interne sur les exercices 2017 à 2019. L’objectif consiste à réaliser l’audit de l’ensemble des processus - gouvernance, métier, supports - sur un cycle de trois ans. Cette proposition de plan a été validée par le Conseil d’administration du 1^{er} juin 2017.

Le plan d’audit prend en compte :

- Les risques opérationnels et organisationnels : gestion des adhésions, cotisations, prestations et paiements, comptabilité...
- La réglementation : réforme Solvabilité 2, loi Eckert, déclaration sociale nominative, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, protection de la clientèle...
- Les projets impactant l'Institution.

Les axes suivants sont intégrés dans toutes les missions d'audit :

- L'évaluation de la pertinence, de la qualité et de l'efficacité de l'organisation, des systèmes d'information et des processus ;
- La vérification de la conformité des processus avec les lois, réglementations, normes, procédures règles et politiques internes, en vigueur ;
- La vérification de l'existence, de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne ;
- L'identification et l'évaluation de la maîtrise des risques ;
- Le contrôle du caractère exhaustif, exact, approprié et traçable des informations produites.

2.6. Fonction actuarielle

2.6.1. Structure et organisation de la fonction actuarielle

La fonction actuarielle est portée par un salarié rattaché directement au Directeur Général. Il réalise les travaux listés de façon non exhaustive ci-après :

Production en norme comptable française

- Inventaires trimestriels et annuels ;
- Prévision de budget.

Production en normes solvabilité II

- Etablissement du bilan prudentiel et calcul des ratios de solvabilité ;
- Production des états réglementaires annuels et trimestriels (QRT) ;
- Contribution au RSR ;
- Rapport de la fonction actuarielle ;
- Contribution à la gestion des risques.

Etudes actuarielles nécessaires au pilotage des risques assurantiels

- Suivi des ratios de sinistralités et des cadences de règlements des sinistres ;
- Etude sur les boni-malis ;
- Mise à jour des études sur les tables d'expériences ;
- Analyse du risque de révision.

Veille réglementaire et adaptation des processus de travail.

2.6.2. Réalisation 2017 et Perspectives 2018

Le rapport de la fonction actuarielle présenté en 2016, indiquait que « La mise en place d'un document unique sur les calculs solvabilité II permettrait d'améliorer l'auditabilité du processus ».

De fait, une refonte de l'ensemble du processus et de la documentation encadrant l'estimation des provisions techniques tant en norme sociale qu'en norme prudentielle a été effectuée en 2017. L'optique de la démarche, qui devra faire l'objet d'une révision à minima annuelle, est triple :

- Automatiser les extractions nécessaires aux calculs des provisions et ce du fait de l'implémentation du progiciel de gestion des données SAS ;
- Compléter le corpus documentaires existant pour intégrer l'approche multi-norme ;
- Documenter l'ensemble des contrôles effectués par l'actuariat tant au niveau du calcul des provisions que des études actuarielles connexes.

La fonction actuarielle émet également un avis sur la suffisance et la qualité des données. Pour ce faire, elle procède à des analyses quantitatives et qualitatives : vérification des formats et des cohérences des données qualitatives ; analyse des écarts, des variations et des extrêmes.

En cas de doutes, des questions ont été posées aux intervenants concernés pour obtenir des précisions, ou décider de mesures correctrices à mettre œuvre. En cas de nécessité, des alertes auraient été remontées à la Direction Générale pour arbitrage. Il ressort que le nombre d'interrogations est très faible et ne remet pas en cause le calcul des provisions en Best Estimate.

Le détenteur de la fonction actuarielle est aussi le garant des méthodes, hypothèses et modèles retenus. Ainsi, les provisions mathématiques sont calculées sur la base des méthodes traditionnellement utilisées en actuariat prévoyance. A cet effet il a été retenu le principe de ne pas utiliser de modèles stochastiques et ce afin d'éviter des risques de modèles supplémentaires.

La fonction actuarielle a aussi la responsabilité de réaliser les études nécessaires au pilotage des risques assurantiels. A ce titre, en 2017, elle a réalisé, outre les calculs de ratios de sinistralité, la mise à jour de la loi de poursuite d'étude, l'adéquation du capital sous risque moyen,... L'ensemble de ces travaux ont permis de renforcer la connaissance des risques et de développer des indicateurs de pilotage associés.

Enfin, conformément aux attendus de la directive Solvabilité II, elle produit, dans le cadre du rapport de la fonction actuarielle, des avis sur les politiques de souscription et de réassurance. A ce titre, elle a réaffirmé la nécessité d'intégrer une projection du ratio de sinistralité dans tous les documents relatifs à des améliorations des garanties ou des revalorisations.

Par ailleurs, des études sur les stratégies de couverture des risques catastrophes à mettre en place et les coûts associés ont été réalisées en 2017. Elles devraient déboucher sur la mise en place en 2018 d'une réassurance non proportionnelle.

Enfin, du fait du portage conjoint des fonctions gestion des risques et actuariat par une même personne, les attendus des deux fonctions sont imbriqués ce qui contribue à la bonne réalisation des travaux. A ce titre, le porteur de la fonction actuarielle suit des indicateurs repris dans l'ORSA. Il contribue, comme indiqué dans la politique ORSA, au processus du même nom.

2.7. Sous-traitance

Depuis 2015, l'Institution a défini une politique de sous-traitance dont les principaux éléments sont repris ci-après. En effet, le recours à des entreprises extérieures se fait dans une logique de sécurisation et de performance de l'activité notamment pour :

- Bénéficier de compétences et de moyens spécialisés ou rares,
- Absorber des pics d'activité ou accroître la réactivité,
- Disposer des meilleures pratiques sur des activités non cœur de métier,
- Produire des tierces expertises ou réaliser des contrôles indépendants.

Les sous-traitants sont choisis après une mise en concurrence qui permet de valider que le prestataire est doté des aptitudes, de la capacité et de tout agrément légal nécessaires à l'exercice des fonctions requises. Cette mise en concurrence va procéder à :

- Une analyse du savoir-faire du candidat, ainsi que des services et produits proposés,
- Une analyse de la protection des intérêts de l'Institution et du respect de son environnement légal,
- Une analyse sur le déroulé de la mission et les conditions de mise à jour des logiciels,
- Une analyse des plans d'urgence et de la réversibilité.

Dans le cadre du déploiement et du suivi des entreprises sous-traitantes, l'Institution a nommé les acteurs suivant dont les rôles sont précisés :

- Un référent interne nommé pour chacun des sous-traitants : il doit s'assurer que le contrat et / ou la prestation produisent les effets escomptés ;
- Un référent interne au sous-traitant qui est le point d'entrée privilégiée de l'Institution et avec qui des mises aux points peuvent être réalisées ;

Ces référents échangent sur une base régulière afin de s'assurer de la conformité de la prestation au regard des attendus du contrat. Ces échanges se font dans le cadre de comité de pilotage, par téléphone ou par courriel. Tout sérieux dysfonctionnement relevé au cours de ces points fera l'objet d'une communication au responsable de la politique de sous-traitance.

Chaque année, le responsable de la politique présente aux Instances, les éléments suivants :

- Eventuelles modifications de la cartographie des sous-traitants ;
- Evaluations et dysfonctionnement significatifs relevés ;
- Contrôles des sous-traitants ;
- Révision contractuelle ;
- Procédures de choix en cours.

Liste arrêtée au 1^{er} février 2018 des sous-traitants critiques

Nom du Sous-traitant	Périmètre	Raison de l'externalisation	Référent Interne	Référent sous-traitant	Ressort territorial
Maintenance des outils nécessaires à l'activité					
IBM	Maintenance de l'AS 400	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable système d'informations	Service support +33 (0)2 38 55 77 50 +33 (0) 810 63 12 13	France
Imnet	Plateforme nécessaire au passage en GEIDE des documents ; Contrat avec ORANGE sur l'hébergement de la GEIDE	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable moyens généraux	Laurent Zylbersztajn lzylbersztajn@imnet.fr +33 (0)1 53 26 86 60	France
Maintenance des outils / prestations à orientation réglementaire					

Actuaris	Plateforme nécessaire pour réaliser les calculs en norme Solvabilité II	Bénéficier de compétences	Responsable Actuariat et Gestion des Risques	Céline Blattner +33 (0)4 72 18 58 58 Celine.blattner@actuaris.com	France
C3S	Conversion des ENS et des QRT en format XBRL	Disposer des meilleurs pratiques	Responsable Service Comptabilité	Nigel Sharpe + 33 (0)1 53 36 49 37 nigel.sharpe@c3s-wel.com	France
Sequantis	Transparisation des OPCVM	Accroître la réactivité	Responsable Actuariat et Gestion des Risques	Nicolas Fournier nfournier@sequantis.com +33 (0)1 85 09 91 19	France
Externalisation de prestation					
Diademys (Claranet)	Fourniture de la fibre ; Secours des infrastructures de production ; Hébergement de services managés (évasion internet, messagerie, site institutionnel) ; Mise à disposition de postes virtuels distants (secours externe)	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable Système d'Informations	Alexandre Bonin alexandre.bonin@fr.clara.net Isabelle Caspar-durand isabelle.caspar-durand@fr.clara.net	France

2.8. Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance à la nature, l'ampleur et la complexité des risques de l'entreprise

L'exercice de la gouvernance est conforme tant à sa définition donnée dans le code de la Sécurité Sociale que sur l'exercice de ses attributions, ses prérogatives et travaux définis par la Directive Européenne Solvabilité 2. En effet, les réunions du Conseil d'administration en 2017 ont permis de traiter l'ensemble des sujets relevant de la gouvernance institutionnelle et de Solvabilité 2.

Le rapport «ORSA» 2017 a permis aux administrateurs d'apprécier les paramètres du modèle standard, de valider l'exposition et l'appétence aux risques de l'Institution. Dans la continuité de ces travaux, la production des résultats trimestriels de suivi du minimum de capital requis ont permis d'assurer le suivi de la solvabilité. Une analyse des chocs devra être menée.

Les politiques obligatoires Solvabilité 2 ont toutes été revues et validées au cours de l'année 2017.

Le processus ORSA aura été mené de façon itérative en 2017 afin de :

- positionner les paramètres retenus issus de l'analyse des risques
- de considérer le plan stratégique de l'entreprise afin de présenter les différents scénarios,
- de présenter les évaluations prospectives sur la solvabilité de l'Institution (mesure d'impact sur le SCR et le MCR). Il sera néanmoins nécessaire d'accentuer la prise en compte de plan stratégique relatif aux décisions de gestion.

Rétrospectivement, les écarts entre les projections réalisées par l'ORSA au vu des résultats 2017 auront été explicités.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises en fonction de travaux permettant en permanence à ses membres d'avoir une information de qualité et actualisée sur les éléments de solvabilité et notamment sur les risques liés aux placements.

Les fonctions clés, dès lors que l'ordre du jour nécessite leur présence, participent aux Conseils d'administration. Ces dernières présentent les points à l'ordre du jour relevant de leur périmètre et répondent directement aux questions des administrateurs lorsque de besoin.

Enfin, pour celles concernées (actuariat et audit), elles exercent au travers de leurs rapports annuels leurs prérogatives d'information sur des situations à risque que pourrait rencontrer l'Institution.

3. PROFIL DE RISQUE

Le processus d'établissement du profil de risque se base sur, principalement, les principes indiqués dans la politique de gestion de risques et la cartographie des risques mis en place par l'Institution.

La politique de gestion des risques « chapeau », ainsi que les politiques spécifiques aux risques assurantiels, financiers et opérationnels reprend les items attendus par la directive Solvabilité II : identification, modélisation, quantification, pilotage et reporting des risques.

La cartographie des risques a été construite sur une approche « top-down » ou de haut en bas. Les plans d'actions qui en découlent font l'objet d'un suivi dans le cadre du Comité des Risques.

La suite de cette partie va donc détailler pour les cinq grandes familles de risques identifiées dans le cadre des articles 295 et 309 du règlement délégué 2015/35 de la commission du 10 octobre 2014, les procédures mises en place ainsi que l'analyse menée à fin 2016.

3.1. Risque de souscription

3.1.1. Analyse des risques de souscription

Le risque de souscription est pris par l'Institution dans le cadre de son activité de prévoyance. Il découle des spécificités de l'assurance et de l'inversion des cycles qui caractérise celle-ci.

L'analyse à fin 2017 a reposé sur la même méthode que celle retenue précédemment : la souscription a été à nouveau analysée sous deux angles : la tarification et le provisionnement. Ce dernier a également été ventilé en fonction de la nature du risque qui conduirait à son apparition et seules les principales causes d'occurrence sont reprises ici :

- Risque d'anti-sélection : du fait du contrat collectif à adhésion obligatoire, l'Institution ne peut refuser de couvrir des participants dont la sinistralité serait supérieure à celle prises en compte pour la tarification.
- Risque de mortalité : une augmentation du taux de mortalité entraîne une augmentation des engagements d'assurance.
- Risque de longévité : une baisse du taux de mortalité entraîne une augmentation des engagements d'assurance.
- Risque de révision : une révision des rentes du fait d'un changement réglementaire ou d'une dégradation de l'état de santé va impliquer une hausse des engagements.
- Risque catastrophe : un événement extrême peut se traduire par un taux d'entrée dans le risque supérieur à celui pris en compte pour la tarification et pour les provisions

3.1.2. Indicateurs de suivi et mesure d'atténuation

Les risques précités sont suivis au travers des SCR spécifiques présents dans la formule standard ou via des études spécifiques.

Le risque de **tarification** a été appréhendé comme le risque que les fréquences d'entrée en sinistre et leurs coûts soient supérieures à ce qui est attendu. En tant qu'organisme recommandé, ce risque ne peut être piloté qu'à posteriori. En effet, l'Institution ne peut ni faire de sélections des participants, ni refuser de dossier de prestations sauf en cas de prescription des dates de déclaration.

Les risques **d’anti sélection**, de détérioration des taux d’entrée ou des coûts sont détectés au travers des outils de surveillance mis en place (nombre de dossiers, ratio de sinistralité et taux d’entrée...). Ils seront corrigés, dans un premier temps, par une allocation de fonds propres, puis dans un second temps, par des ajustements des cotisations et / ou des garanties visant à rétablir les équilibres techniques.

Le risque de **provisionnement** concerne les garanties dont le suivi fait appel à des techniques actuarielles vies : rentes de conjoints et d’éducatives...

Il peut être généré, d’une part, par une **mortalité** plus ou moins importante que celle anticipée dans les tables utilisées pour les calculs. Des travaux d’adéquation des tables à la réalité ont été menés sur une partie du portefeuille : maintien en invalidité, mortalité des actifs, loi de poursuite d’études. Des études complémentaires seront réalisées quand des échantillons de tailles suffisantes pourront être constitués. Ce risque peut, d’autre part, découler d’une **révision** à la hausse du niveau des garanties (baisse du temps de travail, changement de catégorie d’invalidité, ...).

Ces différents risques sont suivis par des indicateurs tels que les ratios de sinistralité ou les boni-malis calculés sur une base annuelle tout comme les SCR associés. Les techniques d’atténuation pourront faire appel aux leviers suivants :

- Augmentation des cotisations ;
- Renforcement de la réassurance ;
- Réduction des frais de gestion ;
- Ajustement des garanties.

Concernant le risque **catastrophe**, il n’a été enregistré à ce jour qu’une catastrophe en 2006 au titre de laquelle il avait été reçu 15 dossiers des agents d’un adhérent ayant péri dans un accident aérien. Ce risque n’a fait l’objet d’aucune mesure d’atténuation du fait de l’absence de traité de réassurance non proportionnelle.

A noter que dans l’ensemble des ratios précités, les Instances ont défini des objectifs sur trois de ces indicateurs de pilotages suivis dans le rapport ORSA :

- L’évolution des cotisations ;
- Le ratio de sinistralité par risque ;
- Le niveau du ratio frais de gestion sur cotisations.

3.1.3. Concentration de risques

Du fait de la nature des garanties prévoyances proposées, l’Institution est exposée aux risques inhérents à la vie humaine et principalement la longévité et la mortalité, y compris le risque catastrophe.

Concernant ce dernier, une mise en concurrence pour la mise en place d’une réassurance catastrophe a été initiée en février 2018.

3.1.4. Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses travaux sur l’évaluation interne des risques et de la solvabilité, l’Institution a testé l’impact d’une dégradation simultanée de 20% des ratios de sinistralités sur l’ensemble de ses garanties.

Pour réaliser les tests, l’Institution a fait varier un des paramètres nécessaires à la constitution du bilan prudentiel en norme S2.

L'analyse à fin 2017 a montré que l'Institution continuerait à couvrir ses besoins en capitaux propres dans cet environnement dégradé (cf. partie 3.7).

3.2. Risque de marché

La gestion des risques financiers fait l'objet d'une politique spécifique qui y détaille les items relatifs à savoir l'identification, la modélisation, la quantification, le pilotage et le reporting des risques. Ce document rappelle aussi les objectifs de la gestion des actifs de l'institution. Ainsi, il est précisé que :

« Le mode de gestion privilégie le pilotage de la volatilité avant celui du rendement. Le contexte des marchés financiers depuis le début des années 2000 a amené l'Institution à ne pas appliquer simplement les méthodes classiques d'allocation d'actifs. Les calculs sont cependant effectués pour analyser les différences avec les choix arrêtés. »

3.2.1. Analyse des risques de marché

Le risque de marché correspond à l'impact sur la valorisation des actifs de l'Institution de variables financières telles que les cours des actions, les taux d'intérêt, les cours de l'immobilier, etc.... On distingue donc :

- Risque action : Impact de la volatilité ou du niveau des actions et des obligations convertibles détenues en direct ou non ainsi que des OPCVM orientées gestion alternative.
- Risque Immobilier : Impact de la volatilité des marchés immobiliers sur la valorisation des actifs physiques ou détenus via des structures (SCI, OPCI,...).
- Risque de Taux d'intérêt : Existe pour tous les actifs et passifs dont la valeur est sensible aux variations de la structure de la courbe de taux ou à sa volatilité. Comprend le risque de variation soudaine, ou de taux durablement bas.
- Risque de Spread : Part de risque issue des instruments financiers qui est expliquée par la volatilité des spread de crédit sur la structure de la courbe de taux d'intérêt sans risque.
- Risque de Change : Impact d'une variation des taux de change par rapport à la devise dans laquelle l'entreprise établit ses comptes.
- Risque de Concentration : Risque d'accumulation des expositions avec les mêmes contreparties.

3.2.2. Indicateurs de suivi et mesure d'atténuation

L'ensemble des risques de marché fait l'objet d'un suivi particulier du fait de leur importance. Ainsi, des situations quotidiennes de la trésorerie sont réalisées. La production régulière des états de portefeuille permet de détecter toutes les anomalies nécessitant un ajustement de l'allocation d'actif. Celui-ci peut aussi être consécutif à une alerte générée par des grands événements de place.

Ce reporting est remis à toutes les réunions d'Instances (Conseil d'Administration, Comité d'Audit, Bureau et Commission Sociale). Les administrateurs peuvent donc analyser les résultats de la gestion. Enfin, tous les ans un rapport externe sur la politique de placement est réalisé.

Tous les risques sont également suivis au travers des SCR spécifiques présents dans la formule standard ou via des études spécifiques. Ainsi, pour valoriser le risque action, un maximum sur 10 ans du montant des provisions pour dépréciations durables comme montant des pertes enregistrées sur les marchés

financiers a été retenu. Il est à noter qu'une très forte volatilité de cet agrégat a été observé sur le passé et qu'en retenant le maximum, une approche prudente est retenue.

A noter que les Instances ont également fixé des objectifs sur les ratios ci-après :

- Part du monétaire dans l'allocation Stratégique ;
- Ratio du SCR Taux sur la valeur de marché des actifs soumis au risque de taux ;
- Coût en SCR marché d'un € de placement ;
- Rendement comptable.

L'ensemble de ces éléments peut conduire à une réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances.

3.2.3. Analyse de sensibilité

Outre les travaux réalisés dans le cadre de ses travaux sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (baisse de 22% des marchés actions et mouvement durable sur la courbe des taux), des tests d'évaluation du risque de Perte de Valeur et de Liquidité sont réalisés, dans le cadre du rapport annuel sur les placements, sous les scenarii ci-après :

- H 1 : 1994 => Krach obligataire marqué par une remontée brusque des taux d'intérêts, suivi par la crise économique au Mexique
- H 2 : 1998 => Crise financière en Russie qui va se solder par la faillite du fonds spéculatif américain LTCM (Hedge Fund)
- H 3 : 2000 => Eclatement de la bulle technologique
- H 4 : 2001 => Conséquences des attentats du 11 Septembre 2001
- H 5 : 2008 => Crise financière suite à la faillite de la banque américaine Lehman Brothers
- H 6 : 2011 => Crise de la dette souveraine sur la Zone Euro

3.2.4. Liste des actifs et principe de la personne prudente

A fin 2017, les actifs dans lesquels la CAPSSA est investie, sont repris dans le tableau ci-après :

Nom	Code Identifiant	Montant Valorisé	En % du total
Obligations d'entreprises		23 846 839	2,26%
LFB 4.72% 16/05/2018	FR0011046135	5 206 245	0,49%
AEGIDE 5.10% 14 - 20/10/2010	FR0012044709	6 333 723	0,60%
AEGIDE 4% 16 - 29/09/23	FR0013204294	12 306 871	1,17%
Trésorerie Dépôts		27 342 156	2,59%
Compte cash BNP	.C.Cash_BNP	1 603	0,00%
PRETS FOND SOCIAL	.Prêt	5 825	0,00%
Caisse	.Caisse	5 956	0,00%
Compte cash Banque Populaire	.C.Cash_BP	1 600 277	0,15%
LIVRET INSTITUTIONNEL	LIVRET_BANQUE_POPULA	10 671 783	1,01%
CER MMB	LIVRET_MMB	15 056 712	1,43%
Titres structurés		29 019 000	2,75%
Morgan Stanley 2017-2021 4%	XS1575074866	29 019 000	2,75%
Immobilier direct & indirect		48 331 867	4,58%
ALLIANZ IMMO ACC	FR0000011959	2 798 615	0,26%
OPPORTUNITE PLACEMENT CILOGER 1 – 07/2010 -	FR0010560342	7 366 362	0,70%

Nom	Code Identifiant	Montant Valorisé	En % du total
CLUB IMMO SANTE - mai 2013 -	FR0011026558	9 501 660	0,90%
IMMOBILIER BD ST. MARTIN	Immeuble	10 700 000	1,01%
GAIA IMMOBILIER	FR0012829455	17 965 230	1,70%
Private Equity		72 793 054	6,89%
ERES II - juin 2011 -	FR0010947259	2 367 000	0,22%
FLFPE - juillet 2010 -	FR0010685974	2 459 500	0,23%
IRIS CAPITAL FUND III - janvier 2010 -	FR0010844258	2 776 872	0,26%
BIODISCOVERY 3 - juin 2008 -	FR0010587162	2 923 096	0,28%
GINGKO FUND SCA SICAR- avril 2012 -	LUK000284C00000	2 962 147	0,28%
MASSINISSA LUX - juillet 2010 -	LUO005999C00000	3 064 010	0,29%
FRANCE EUROPE CAPITAL - octobre 2007 -	FR0010535872	3 461 180	0,33%
BROWNFIELDS 2 - avril 2015 -	FR0011833177	3 781 030	0,36%
WCP#2 - juin 2012 -	FR0011238260	4 334 928	0,41%
PARTECH INTERNATIONAL VI - janvier 2012 -	FR0011531342	4 731 051	0,45%
21 CENTRALE PARTNERS IV - février 2011 -	FR0010749929	4 776 196	0,45%
IDINVEST SECONDARY FUND II 07/2013 & 11/ 2014	FR0011311083	5 602 650	0,53%
BIODISCOVERY 4 - juillet 2013 -	FR0011171198	6 736 384	0,64%
UNIGESTION SECONDARY OPPORTUNITY III – 11/13	FR0011584184	7 054 557	0,67%
INFRAVIA EUROPEAN FUND II - janvier 2014	FR0011297951	7 775 453	0,74%
LFPI RESILIENCE - mars 2013 -	FR0011284975	7 987 000	0,76%
Fonds d'investissements		854 912 588	80,94%
CPR EUROPE NOUVELLE P	FR0010330258	952 882	0,09%
PARVEST EQUITY TURKEY CC	LU0265293521	1 779 928	0,17%
EDR MULTI ALTERNATIF CLUB (I)	FR0010775155	1 971 058	0,19%
OYSTER ITALIAN VALUE EUR	LU0096450399	2 241 869	0,21%
TRECENTO SANTE	FR0011319664	2 386 450	0,23%
AMUNDI GLOBAL MACRO 2 I	FR0007477146	2 416 392	0,23%
NATIXIS ACTIONS EURO MICRO CAPS	FR0010042176	2 517 635	0,24%
INSTITS OBLIG 3	FR0013213949	2 822 973	0,27%
PARVEST EQUITY EUROPE EMERGING CC	LU0823403356	2 860 527	0,27%
LYXOR DETTE SENIOR EUROPEENNE	FR0011982644	3 305 400	0,31%
INSTITS OBLIG 2	FR0012601250	3 387 263	0,32%
MICADO FRANCE 2019	FR0011536812	3 395 554	0,32%
PICTET BIOTECH - HP EUR	LU0190161025	3 887 766	0,37%
GROUPAMA AVENIR EURO	FR0010589325	4 088 765	0,39%
BEST BUSINESS MODELS IC	FR0013073731	4 623 622	0,44%
ALTITUDE CONVERTIBLES MONDE IC	FR0012532893	4 895 046	0,46%
PRET D'UNION CONSERVATEUR LONG	FR0011605690	5 326 283	0,50%
AMUNDI ACTIONS PME C	FR0011556828	6 107 934	0,58%
CANDRIAM RISK ARBITRAGE C	FR0000438707	6 120 166	0,58%
INSTITS OBLIG	FR0011744697	6 278 619	0,59%
BNP PARIBAS FCT FPE	FR0012380947	8 018 110	0,76%
S2IEM	FR0011914738	8 365 760	0,79%
ENTREPRENEURS	FR0010007542	9 684 223	0,92%
BI SICAV - EMERGING MARKETS COR. DEBT I	LU0253262702	10 001 062	0,95%

Nom	Code Identifiant	Montant Valorisé	En % du total
FCT PRIDE COMPARTIMENT 2014-1	FR0011947902	10 361 192	0,98%
INSTITS OBLIG 4	FR0013256989	11 343 644	1,07%
SILVER AUTONOMIE	FR0012403855	11 642 536	1,10%
OCTYS TRESORERIE	FR0007064134	13 484 138	1,28%
CLUB FRANCE SMALL CAPS	FR0013143427	13 659 010	1,29%
METROPOLE SELECTION A	FR0007078811	24 696 956	2,34%
CANDRIAM MONETAIRE SICAV Action V	FR0013113222	34 116 442	3,23%
FPS CAPSSA CASH EQUIVALENT 2	FR0013259355	69 997 970	6,63%
HUGAU MONETERME I	FR0013267663	88 522 479	8,38%
FPS CAPSSA CASH EQUIVALENT	FR0013229176	99 958 537	9,46%
AMUNDI CASH CORPORATE IC	FR0010251660	99 972 387	9,46%
UNION CASH C	FR0000979825	133 881 914	12,68%
SLF (F) MONEY MARKET EURO I	FR0010089649	135 840 096	12,86%
Total des actifs en valeur de marché		1 056 245 504	100,00%

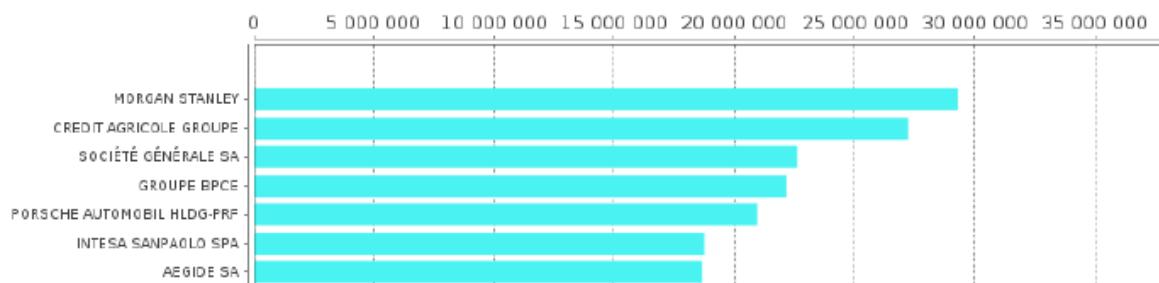
L'art. 132 de la Directive 2009/138/CE précise les attendus au niveau de la « personne prudente » : « Les entreprises d'assurance n'investissent que dans des actifs et instruments présentant des risques qu'elles peuvent identifier, mesurer, suivre, gérer, contrôler et déclarer de manière adéquate ainsi que prendre en compte de manière appropriée dans l'évaluation de leur besoin global de solvabilité. »

Au niveau de l'Institution, le respect du principe de la personne prudente repose sur les règles et procédures mises en place.

- Toute décision d'investissement dans une nouvelle classe d'actif (ex : forêt, change,) conduirait à une révision des procédures et devrait faire l'objet d'une déclaration à la gestion des risques pour une éventuelle modification du profil de risque de l'Institution.
- La prévention des conflits d'intérêt repose sur la nature des investissements. En effet, il n'est réalisé aucun investissement en capital, ce qui exclut les influences possibles au travers des mécanismes de droits de vote. Par ailleurs, le responsable de la gestion financière peut être administrateur d'un OPCVM. Néanmoins, il ne prend aucune décision d'investissement en direct ce qui lui empêche d'influencer sur les choix d'investissements. Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. A noter que les jetons de présences sont perçus par l'Institution.
- Les investissements sur des actifs négociables sur des marchés réglementés sont privilégiés. Dans le cadre du Private Equity, les investissements sont effectués dans des fonds « clubs » où il y a plusieurs investisseurs institutionnels.
- La stratégie d'investissement repose sur l'absence d'acquisition en direct d'instruments dérivés. Néanmoins, il pourrait exister de telles lignes de produit dans des OPCVM. Il est donc supposé que la gestion et le suivi de celles-ci sont transférés au gérant d'actif. L'Institution se réserve néanmoins la possibilité d'interroger, voire d'auditer ces acteurs. A cet effet, elle s'appuiera sur le portefeuille transparisé.

3.2.5. Concentration de risques

La dispersion des actifs conduit à limiter l'exposition au risque tant en terme de catégories d'actifs que d'émetteurs. Ainsi sur la base du portefeuille transparaissé au 31 décembre 2017, aucun émetteur ne représente plus de 3% de l'actif.



3.3. Risque de crédit

3.3.1. Description du risque, Indicateur de suivi et mesure d'atténuation

Le risque de crédit intègre les risques de défauts des clients ou des contreparties. Il recouvre également le risque de spread des titres du secteur privé détenus par l'Institution, qui a fait l'objet d'une analyse dans la section précédente.

Concernant le risque de défaut des clients ou d'une contrepartie, l'analyse effectuée par l'Institution est calée sur la présentation retenue dans le règlement délégué. Ainsi, il est noté qu'il existe deux types d'expositions :

- Les expositions dites de type 1 avec de façon non exhaustive les contrats d'atténuation du risque, les avoirs en banque ventilés par contrepartie bancaire,
- Les expositions dites de type 2 qui intègrent notamment les montants à recevoir d'intermédiaires, les créances sur les preneurs.

Dans le cas de l'Institution, les éléments pris en compte sont :

- Les soldes bancaires nets des passifs ;
- Les cotisations à recevoir ;
- Les autres créances nées d'opérations directes.

L'ensemble de ces risques est valorisé sur la base du SCR de la formule standard et compte tenu de leur nature, aucune mesure d'atténuation n'a été mise en place.

3.3.2. Concentration des expositions

Les cotisations à recevoir des adhérents dont la probabilité de défaillance est quasi-nulle représentent près de 80% de la base de calcul du risque de type 2 qui représente lui-même 55% du SCR avant prise en compte de la diversification.

Le second poste, en termes d'importance, correspond aux dépôts bancaires.

3.4. Risque de liquidité

La réalisation du risque de liquidité impliquerait que l'Institution ne pourrait honorer ses engagements en termes de versement de prestation. Son analyse peut être réalisée sous deux axes :

- L'analyse annuelle des gaps de trésorerie qui met en exergue le niveau élevé du ratio entre les actifs disponibles à moins d'un an et le flux estimé des prestations à verser sous un an (826% à fin 2017 pour 809 % à fin 2016).

La volonté affichée de ne pas faire descendre ce niveau en deçà de 500 %, immunise l'Institution à court terme contre un risque d'insuffisance de trésorerie pour faire face à ses engagements à moins d'un an : néanmoins, compte tenu de son importance, ce ratio, sera recalculé, avant toute réallocation significative des actifs.

- La capacité à vendre les actifs dans les meilleures conditions : ainsi, sera considéré comme illiquide, tout produit dont la valeur liquidative n'est pas au moins hebdomadaire. Sont donc considérés comme illiquide : l'immobilier détenu en direct ou non ; les investissements en Private Equity et certains fonds de type FCT – fonds commun de titrisation ou FPS – fonds professionnels spécialisés.

Sur la base du portefeuille arrêté au 31 décembre 2017, le montant des actifs illiquides est de l'ordre de 15 % du portefeuille. La perte totale de valeur de ces titres ne remettrait pas en cause la couverture des engagements réglementés.

L'analyse du risque de liquidité intègre également l'analyse du montant de la provision pour prime qui, si elle est négative, correspondra à une ressource future. Cette provision est calculée à partir de l'estimation des cotisations de l'année N+1, de la courbe des taux EIOPA, d'un ratio de sinistralité estimé en interne ainsi que de taux de frais. Le montant total de la provision pour prime ressort à 28,8 M€.

3.5. Risque opérationnel

3.5.1. Structuration des risques opérationnels

La définition de la Directive Solvabilité II a été retenue : « Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défectueux, ou d'événements extérieurs. ». Cette approche exclut le risque de réputation comme le risque stratégique qui sont analysés dans la partie dédiée.

Les risques opérationnels ont été identifiés lors de l'établissement de la cartographie des risques et une approche basée sur le référentiel de l'IFACI a été retenue sans en retenir cependant le niveau de détail.

Ainsi, une représentation en 8 sous-familles a permis de couvrir l'ensemble des processus internes et des risques liés aux partenaires externes (adhérents, fournisseurs...).

3.5.2. Valorisation, suivi et atténuation des risques opérationnels

La gestion des risques opérationnels est décrite dans une politique spécifique qui la présente de manière détaillée. Elle reprend donc les items développés : identification des risques, modélisation des

risques, quantification des risques, pilotage des risques et reporting des risques. Ils sont également suivis via une base des incidents opérationnels et par les évolutions de la cartographie des risques.

Les risques opérationnels sont valorisés de façon globale par le SCR opérationnel. Néanmoins, des approches unitaires sont mises en place. Elles se basent d'une part sur le suivi d'indicateurs (ratio, historique, analyse de la base des incidents opérationnels) et d'autre part sous la forme d'un scoring associant les impacts à l'occurrence.

Les éléments d'atténuation du risque sont précisés pour chacun des risques identifiés dans le cadre du dictionnaire des risques. Il s'agit principalement du déploiement de moyens humains ou matériels. La pertinence des méthodes d'atténuation fait l'objet d'une évaluation annuelle par les propriétaires des risques, le responsable de la fonction gestion des risques et les dirigeants effectifs sur la base de critères quantitatifs (par exemple : nombre d'incident, délai, ...) et qualitatifs. Cette évaluation pourra être complétée par un audit diligenté par le porteur de ladite fonction.

Le suivi et le pilotage des risques opérationnels sont réalisés au travers :

- du contrôle interne qui dans le cadre de ses missions s'assure de la définition, des mises à jour et du respect des procédures ;
- de l'auditeur interne qui au travers de ses fonctions pourra évaluer l'organisation, les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne mis en place pour faire des recommandations ;
- les responsables qui doivent faire remonter aux dirigeants effectifs l'ensemble des difficultés rencontrées tout comme les suggestions d'amélioration ou de rationalisation des circuits de fonctionnements.

3.5.3.Situation à fin 2017 et perspectives 2018

Sur la base de l'analyse réalisée à fin 2017, les principaux risques bruts identifiés sont :

- Une difficulté dans la réalisation d'une action : données de qualité insuffisante, mauvaise application des procédures, insuffisance dans la formalisation des contrôles ...
- L'indisponibilité des systèmes d'informations ;
- Une fraude externe.

Des plans d'actions ont été arrêtés par la direction. Ils font l'objet d'un suivi par le Comité des Risques qui regroupe les dirigeants effectifs et les responsables opérationnels.

3.5.4.Analyse de la résilience du dispositif

En complément, l'Institution a élaboré et analysé un ensemble approprié de simulations relatives aux risques opérationnels basé à tout le moins sur les approches suivantes :

Test	Menace	Moyen de secours
<i>Défaillance d'un processus clé</i>		
<i>Paiement des prestations</i>	<i>Absence de « valideurs »</i>	<i>Organisation en amont des congés pour assurer la disponibilité des équipes</i>
	<i>Absence de signataires</i>	<i>Organisation en amont des congés pour assurer la présence d'au moins deux signataires comptables et deux signataires administratifs</i>

	Indisponibilité partielle ou totale de la fibre optique numérique	Mise en œuvre de la procédure de secours (via une ligne indépendante) ; voire de la procédure dégradée (dépôt du fichier des paiements directement à l'agence bancaire)
Gestion de la trésorerie	Absence des exécutants	Documentation ad-hoc des procédures
Défaillance de membres clés du personnel		
Actuariat	Indisponibilité	Procédures documentées pour les cabinets d'actuariat externes
Défaillance d'un système clé		
Panne des serveurs	Indisponibilité partielle ou totale du système d'informations (SI)	Plan de sauvegarde informatique
Occurrence d'événement externe		
Dommages immeuble	Indisponibilité partielle ou totale des locaux	Plan de reprise de l'activité (scenario 2 du plan de continuité d'activité)
Pandémie	Indisponibilité partielle ou totale du personnel	Plan de reprise de l'activité (scenario 2 du plan de continuité d'activité)

3.6. Autres risques importants

Les autres risques importants sont inhérents à la définition de la stratégie et à l'adaptation et la résilience de l'Institution à l'environnement dans lequel elle évolue.

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Réputation	Elevé	Exceptionnelle	Modéré
Recommandation	Fort	Exceptionnelle	Majeur
Evolution environnement économiques, politiques et réglementaires	Fort	Elevé	Majeur

Les travaux menés en 2017 ont fait ressortir l'importance des risques liés à l'environnement réglementaire dans lequel évolue l'Institution. En effet, les nombreuses réformes ou lois d'importance impactent l'organisation de l'Institution. C'était le cas de la loi Eckert sur les capitaux en déshérence, la Déclaration Sociale Nominative ou DSN, et d'autres à venir comme le prélèvement des impôts à la source (projet PASRAU) et une éventuelle réforme des régimes des retraites.

Ces réformes ne sont pas sans conséquence sur les processus opérationnels, ces derniers étant impactés en matière de déploiement de ces contraintes réglementaires (organisation, système d'information, pilotage des activités sous nouvelles contraintes) tant en matière de coûts que de besoin croissant de pilotage et de reporting.

3.7. Autres informations

- **Analyse des tests de résistance**

Dans le cadre de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité, des tests de résistances du profil de risque ont été effectués. Ils ont consisté à déformer les hypothèses du scénario central repris ci-après.

Hypothèses macro-économiques	Niveau à fin 2016	Hypothèses de l'ORSA 2017	Niveau à fin 2017
Evolution des Indices Actions	+4,86%	+5,00%	+9,26%
Evolution des taux obligataires	Courbe des taux EIOPA	Retour sur les niveaux de 2015	Ecart moyen de 10 pbs sur les 15 premières échéances
Inflation	0,2%	0,2%	1,2%
Indices immobiliers	Loyers : 0,7% Capital : 1,7%	Loyers : 0,7% Capital : 1,7%	Loyers : 1,54% Capital : 1,5%
Hypothèses relatives aux encaissements	Niveau à fin 2016	hypothèses de l'ORSA 2017	Niveau à fin 2017
Evolutions des cotisations	- 1,5%	Conforme au budget 2017 pour la première année de projection puis stabilité	+0,9%
Hypothèses relatives aux nouveaux sinistres	Niveau à fin 2016	hypothèses de l'ORSA 2017	Niveau à fin 2017
Démographie des nouveaux entrants en invalidité	Age moyen : 52 ans	Age moyen : 52 ans	Age moyen : 51 ans et 5 mois
Démographie des nouveaux entrants en Rente d'éducatifs	% de garçons : 44,0% Age moyen : 17 ans et 4 mois	% de garçons : 44,0% Age moyen : 17 ans et 4 mois	% de garçons : 49,0% Age moyen : 16 ans et 1 mois
Démographie des nouveaux entrants en rente de	% d'hommes : 69,8% Age moyen : 56 ans et 4 mois	% d'hommes : 69,8% Age moyen : 56 ans et 4 mois	% d'hommes : 67,7% Age moyen : 56 ans
Prestation moyenne mensuelle	Rente Education : 340,0 € Rente de Conjoint : 314,2 € Pension d'Invalidité : 481,0 €	Rente Education : 340,0 € Rente de Conjoint : 314,2 € Pension d'Invalidité : 481,0 €	Rente Education : 321,6 € Rente de Conjoint : 302,0 € Pension d'Invalidité : 482,5 €
Hypothèses relatives aux prestations	Niveau à fin 2016	hypothèses de l'ORSA 2017	Niveau à fin 2017
Ratio de sinistralité de la dernière survenance	Pension d'Invalidité : 70,7% Décès & accessoire : 89,0%	Pension d'Invalidité : 69,7% Décès & accessoire : 84,6%	Pension d'Invalidité : 72,6% Décès & accessoire : 81,5%
Revalorisation économique	0%	1% par an	1% par an
Hypothèses techniques	Niveau à fin 2016	hypothèses de l'ORSA 2017	Niveau à fin 2017
Tables de Mortalité ou de maintien en invalidité	Utilisation des tables officielles corrigées de coefficients propres à l'institution sous réserve de calculs jugés fiables de ceux-ci	Utilisation des tables officielles corrigées de coefficients propres à l'institution sous réserve de calculs jugés fiables de ceux-ci	Utilisation des tables officielles corrigées de coefficients propres à l'institution sous réserve de calculs jugés fiables de ceux-ci

Ainsi, dans le cadre de la réalisation de l'ORSA 2017, les instances de l'Institution avaient décidé de tester les scénarios ci-après :

- **Scénario I** : absence de reconduction et simulation d'un run-off : Il est supposé qu'il n'y aura plus de cotisations encaissées à partir de 2018. Dans ce cas, l'Institution aurait un engagement de payer les prestations au niveau atteint à fin 2017 et aucune revalorisation future ne serait prise en compte.
- **Scénario II** : hausse simultanée des S/P de 20% sur toutes les garanties sur toutes les années projetées
- **Scénario III** : baisse simultanée des taux d'intérêts et des marchés actions : il a été supposé que l'Institution devrait faire face sur 2018 à une baisse de 22% des marchés actions. En parallèle, la courbe des taux retenue pour les calculs sur la période est celle publiée par l'EIOPA à fin 2017.

Sur des bases provisoires et en supposant une stabilité intégrale des méthodes, l'Institution couvrirait ses SCR, MCR et Besoin Global de Solvabilité sur la période de planification.

Taux de couverture du SCR	2017	2018e	2019e	2020e
<i>Scenario central</i>	244%	257%	277%	283%
<i>Scenario I</i>	244%	257%	314%	321%
<i>Scenario II</i>	244%	224%	226%	222%
<i>Scenario III</i>	244%	260%	281%	291%

- **Prêts de l'entreprise d'assurance**

Dans le cadre de son fonds social, l'institution peut octroyer des prêts. Ainsi, au 31 décembre 2017, dix prêts étaient en cours de remboursement pour un solde de 5,8 K€.

Date de Commission d'Action Sociale	Montant total du prêt	Montant non remboursé au 31/12/2017
02/07/2015	3 000,00 €	100,00 €
03/09/2015	2 400,00 €	200,00 €
07/12/2015	2 400,00 €	- 100,00 €
07/04/2016	1 260,00 €	462,00 €
14/02/2017	1 931,57 €	1 331,57€
27/04/2017	700,00 €	350,00 €
27/04/2017	438,50 €	131,65 €
31/05/2017	1 200,00€	900,00€
31/05/2017	1 800,00€	1 500,00€
05/09/2017	1 000,00€	1 000,00€

- **Engagements hors bilan**

Les engagements hors bilan s'élèvent au 31 décembre 2017 à 20 052 K€ (29 463 K€ au 31 décembre 2016).

Il s'agit principalement d'engagements financiers portant sur les fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI), agréés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui ont vocation à favoriser le renforcement des fonds propres d'entreprises non cotées sur les marchés réglementés.

- **Dépendance entre les sous modules :**

Du fait de la taille et de la nature de son activité, l'Institution n'a pas pu estimer les dépendances entre les différents modules du SCR. De fait et dans une approche prudente, les agrégations ont été réalisées, le cas échéant, avec les matrices de corrélation de la formule standard quand elles existaient et en supposant l'absence de corrélation dans les autres cas. Cela tend à être une approche prudente car elle suppose qu'il n'existe pas de diversification.

4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Cette partie a pour objectif de présenter les méthodes utilisées pour valoriser les éléments d'actifs et de passifs en norme prudentielle. Pour chacun des postes, il sera également analysé l'écart entre les valeurs obtenues et les valeurs du référentiel comptable.

Les principaux principes et donc ajustements opérés sont :

- la comptabilisation des placements en valeur de marché et non plus en valeur comptable ;
- le calcul des provisions en approche économique ou best estimate ;
- la constatation d'impôts différés.

4.1. Placements Financiers

4.1.1. Classement

Le classement des titres est réalisé dans les comptes sociaux, conformément aux principes comptables français. Pour ventiler les actifs dans le bilan à des fins de solvabilité, il a été, majoritairement, retenu le code CIC comme critère.

Classe d'actifs	Type de produits
Actions	Actions, parts sociales dans les banques, œuvres d'arts
OTF	Obligations d'entreprise à taux fixe, obligations foncières, FPS
OAT	Obligations d'Etat (OCDE ou EEA), bons du trésor (BTF, BTAN)
OTV	Obligations d'entreprise à taux variable
OATi	Obligations indexées sur l'inflation
Actions Stratégiques - Participations	Participations
Immobilier de Placement	OPCI, SCI, FCPI, Immobilier
Monétaire	Livrets, comptes à terme, contrats de capitalisation, prêts, OPCVM monétaire, dépôts SFG, TSR et TSDI, certificats de dépôt, billets de trésorerie, CDN, BMTN, livrets institutionnels
Obligations Perpétuelles	Obligations perpétuelles
OPCVM Diversifiés	OPCVM, FCP, EMTN, bons de souscription, contrats à terme
OPCVM UC	OPCVM UC
Actions Stratégiques - Private Equity	Capital-investissement, fonds de placements privés, FPCI
Immobilier d'Exploitation	Immobilier d'exploitation
Obligation convertibles	Obligations convertibles
Avoirs en banque	Banques, Prêts du fonds social

4.1.2.Méthode de valorisation

Lors de l'établissement des états financiers en norme sociale, la valorisation des actifs est réalisée en fonction de la réglementation en vigueur.

Ainsi pour la valorisation en norme sociale, les règles énoncées par l'article R 931-1-42 du code de la Sécurité Sociale – modifié par le décret n°98-219 du 27 mars 1998 art.2 sont prises en compte.

Pour les titres inscrits en comptabilité hors coupon couru en application des articles R. 931-10-40 et R. 931-10-41, il y a lieu de déduire de l'évaluation prévue au présent article les intérêts courus depuis la dernière échéance jusqu'à la date de l'inventaire.

Lors de l'établissement des états prudentiels, les actifs sont valorisés à leur valeur économique ou valeur de marché.

- Placements immobiliers : La valorisation se base sur une valeur d'expertise émise par un expert immobilier étant soumis à l'approbation de l'ACPR ;
- Parts d'OPCVM : La valorisation correspond à la dernière valeur liquidative publiée au jour de l'inventaire ;
- Fonds en dépôt : La valorisation est égale à leur valeur de remboursement qui intègre le montant des intérêts courus à la date d'arrêté ;
- Obligations : La valeur actuelle des titres à la date de clôture est prise en compte ; celle-ci est obtenue auprès des valorisateurs et reflète les transactions de marchés ;
- Prêts : La valorisation correspond à la valeur d'origine du prêt diminué des remboursements déjà intervenus ;
- Parts de Private Equity – FCPI : Ces dernières sont valorisées à la valeur actuelle correspondant aux prix du marché. Cette valorisation est validée par le commissaire aux comptes de la société de gestion, comme le prévoit le règlement du fonds.

De surcroît, il est à noter, que dans le cadre de l'inventaire permanent des placements réalisé par l'Institution, le caractère durable de la dépréciation n'est pas pris en compte pour le calcul de la provision associée. Les comptes sont impactés de la dépréciation totale constatée à la date d'inventaire.

Dès lors, pour ces titres, il y a égalité entre la valorisation des actifs à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers. Les titres qui présentent une plus-value latente, ne font pas l'objet de correction de valeur comptable et restent comptabilisés au prix d'acquisition.

4.1.3.Valorisation comptable et prudentielle

La valeur de marché des placements au 31 décembre 2017 se monte à 1 056,2 millions d'euros en hausse de 4,0 %.

Type de placement (en millions d'euros)	Valeur nette comptable au 31/12/2017	Nombre	Valeur de marché au 31/12/2016	Valeur de marché au 31/12/2017	Evolution 2017/2016
Obligation à taux fixe	23,00	3,00	27,0	23,85	-11,7%
Avoirs en banque	27,34	6,00	11,79	27,34	+131,9%
Obligation à taux variable	30,00	1,00	19,55	29,02	+48,4%
Immobilier de Placement	46,48	5,00	49,73	48,33	- 2,8%
Actions - Private Equity	71,31	16,00	72,06	72,79	+1,0%
OPCVM	816,87	37,00	835,39	854,91	+ 2,3%
Total	1 015,00	68,00	1 015,48	1 056,25	+ 4,0%

La différence entre les deux valorisations correspond à la prise en compte des plus-values latentes qui seront rajoutées extra comptablement dans le bilan prudentiel. Enfin, les décotes/surcotes comme les intérêts courus font l'objet des retraitements ad-hoc.

4.2. Provisions techniques

De façon générale, les provisions techniques sont la valeur présente des engagements auprès des assurés sur les contrats en cours.

En norme sociale, elles sont calculées sur la base des informations connues à la date d'inventaire et en intégrant un taux technique dont la méthode de calcul figure dans le code de la Sécurité Sociale.

En norme prudentielle, une approche dite « économique » est retenue. Ainsi, il est pris en compte une potentielle revalorisation des prestations ainsi que l'évolution des frais de gestion. Enfin, l'actualisation est réalisée sur la base d'une courbe des taux fournie par l'EIOPA.

Les provisions techniques prudentielles se décomposent en deux parties : les provisions dites « best estimate » et la marge de risque. La première correspond à la valeur actualisée selon une courbe des taux sans risque de tous les flux futurs vraisemblables (cotisations, prestations, frais, fiscalité,...). Elle se décompose en une provision de prime et une provision de sinistre.

La marge de risque est le montant qu'il faut rajouter aux provisions Best Estimate de manière à garantir que la valeur des provisions techniques est équivalente au montant que les organismes d'assurance demanderaient pour reprendre et honorer les engagements

4.2.1. Classement des provisions

Il est indiqué, dans le tableau ci-après, la classification des risques retenue dans le cadre des présents calculs.

	Nature de la provision	Ligne de métier	Classement
Décès, Frais d'obsèques	Pm & PSAP	32	Vie
Rente de conjoint	Pm & PSAP	32	Vie
Rente d'éducation	Pm & PSAP	32	Vie
Maintien Garantie Décès	Pm & PSAP	32	Vie
Invalidité	Pm & PSAP	33	Santé – Techniques assimilables à la vie

Les provisions de sinistres invalidité ont été classées dans la catégorie « Santé – Techniques assimilables à la vie », les provisions de primes invalidité en « Santé – Non Vie », les autres provisions ont été classées en Vie.

4.2.2. Hypothèses de passifs

Les provisions de sinistres connus d'invalidité et de rentes (éducation, orphelin, conjoint) ont été calculées sur les bases suivantes :

- Sélection des individus en cours de paiement d'une prestation au 31 décembre 2017 ;
- Courbe des taux sans prise en compte de l'ajustement de volatilité publiée par l'EIOPA ;

- Utilisation des tables officielles de maintien (BCAC pour l'invalidité) ou de mortalité (TGH_TGF 2005 pour les rentes de conjoint et les rentes d'éducatives) ;
- Utilisation de la table de mortalité des invalides du BCAC après prise en compte d'un coefficient d'abattement de 20% du fait d'un taux de décès réel inférieur au niveau théorique ;
- Utilisation d'une loi de poursuite d'étude d'expérience pour les rentes d'éducation ;
- Taux annuel de revalorisation de 1 % sur l'ensemble des garanties.

Ce dernier est déterminé à partir de l'historique des taux passés, décidés et validés par les Instances.

Les hypothèses de frais sont construites à partir des données observées à fin 2017. Elles incluent donc l'ensemble des charges d'acquisition, de gestion des sinistres, d'administration et de gestion des placements. Elles intègrent une évolution future cohérente avec les constatations passées. Ainsi, il a été supposé une hausse annuelle équivalente à l'inflation constatée à fin 2017, soit 1,2%.

Les provisions de primes ont été calculées en se basant sur le principe qu'au 31 décembre n, les organismes adhérents ne peuvent plus dénoncer leur contrat. Dès lors, l'Institution est engagée pour une année supplémentaire et à ce titre, des provisions Best Estimate de primes doivent être comptabilisées. Le modèle projette une année de cotisations futures (hors affaires nouvelles) ainsi que les sinistres et frais futurs afférents à ces cotisations ; l'actualisation de ces flux donne le Best Estimate de primes qui se base également sur les cotisations à recevoir. Ces dernières n'apparaissent plus dans les bilans prudentiels conformément aux recommandations de l'ACPR.

Les autres provisions ont été calculées en actualisant les flux obtenus à partir des cadences observées. Ces paramètres sont déterminés à partir de l'analyse des triangles de déclarations des sinistres. Ils font l'objet d'une révision annuelle.

4.2.3. Prise en compte de mesures spécifiques Solvabilité 2

L'ensemble des calculs a été réalisé sans prise en compte des mesures spécifiques Solvabilité 2. Ainsi, il n'a pas été retenu :

- la courbe des taux sans risque transitoire visée à l'article 308 quater de la directive 2009/138/CE ;
- la déduction transitoire visée à l'article 308 quinquies de la directive 2009/138/CE ;
- l'ajustement égalisateur visé à l'article 77 ter de la directive 2009/138/CE ;
- la correction pour volatilité visée à l'article 77 ter de la directive 2009/138/CE.

4.2.4. Calcul de la Marge Pour Risque

La marge de risque du portefeuille global d'engagements d'assurance est calculée selon la simplification dite méthode 3 présentée dans l'orientation 62 des orientations complémentaires de l'EIOPA relative à la valorisation des provisions techniques (EIOPA BoS - 14/166 FR).

La marge de risque a été calculée sur le portefeuille global des engagements de l'Institution en retenant le niveau de coût du capital défini par l'EIOPA, à savoir 6 %. Elle a ensuite été ventilée par ligne de métiers au prorata des provisions Best Estimate.

4.2.5. Evolution de la valorisation prudentielle

Au 31 décembre 2017, les provisions en norme prudentielle s'élèvent à 772,6 M€ toutes garanties confondues.

Garantie (en millions d'euros)	Best Estimate de sinistres avec frais	Best Estimate de primes avec frais	Marge de risque	Best Estimate Global 2017	Best Estimate Global 2016	Variation En M€	Variation En %
Provisions techniques Santé	352,9	0,0	3,5	356,4	366,4	-10,0	-2,7%
Invalidité	352,9	0,0	3,5	356,4	366,4	-10,0	-2,7%
Provisions techniques Vie	434,4	-15,2	9,7	428,9	470,4	-41,5	-8,8%
Décès	15,0	-14,5	0,0	0,4	2,8	-2,4	-84,0%
Maintien garantie décès	80,2	9,4	2,1	91,7	119,1	-27,4	-23,0%
Rente de Conjoint	304,5	-8,0	6,9	303,4	310,2	-6,8	-2,2%
Rente d'Education	34,7	-2,1	0,8	33,4	38,3	-4,9	-12,8%
Provisions techniques non vie	0,0	-13,5	0,8	-12,8	-16,1	3,3	-20,7%
Invalidité	0,0	-13,5	0,8	-12,8	-16,1	3,3	-20,7%
Total	787,3	-28,7	14,0	772,6	820,7	-48,1	-5,9%

Le recul des provisions entre fin 2016 et fin 2017 ressort à 5,9 %, soit 48,1 M€. Il s'explique principalement par :

- la remontée des taux d'intérêt enregistrée en 2017 qui conduit à un moindre niveau de provisionnement (-16,6 M€ toutes choses égales par ailleurs);
- la prise en compte d'une loi de mortalité d'expérience pour les invalides qui conduit à un moindre provisionnement de cette garantie (-19,9 M€ toutes choses égales par ailleurs);
- l'évolution de la sinistralité enregistrée en 2017 par l'Institution sur l'ensemble de ses garanties : baisse du nombre de bénéficiaires d'une pension d'invalidité ; recul des taux d'entrée dans le risque sur les garanties décès et accessoires.

4.2.6. Ecart avec les provisions en norme sociale

L'écart avec les provisions en norme sociale tient à la prise en compte d'une part d'une revalorisation future des prestations et d'autre part de la courbe des taux publiée par l'EIOPA.

Garantie (en millions d'euros)	Best Estimate Global	Norme Sociale	Variation En M€	Variation En %
Invalidité	343,6	345,7	-2,0	-0,6%
Décès	0,4	15,1	-14,7	-97,0%
Maintien garantie décès	91,7	98,9	-7,2	-7,3%
Rente de Conjoint	303,4	318,6	-15,2	-4,8%
Rente d'Education	33,4	37,7	-4,3	-11,5%
Total 2017	772,6	816,0	-43,4	-5,3%

4.2.7.Niveau d'incertitude

Tous les calculs ont été réalisés sur la base de méthodes déterministes et dès lors l'incertitude n'est intégrée dans les données qu'au travers des hypothèses utilisées. Celle-ci tiendrait à deux facteurs :

- le comportement des prestataires en cours d'indemnisation qui pourrait s'éloigner de celui attendu par les tables utilisées, tant en terme de longévité que de mortalité ;
- des facteurs exogènes qui se traduiraient par une augmentation sensible des taux d'entrée dans le risque et une insuffisance, entre autre, des provisions pour sinistres inconnus.

La qualification de cette incertitude repose aujourd'hui sur l'appréciation de la suffisance des provisions que tous les indicateurs de suivi mis en place tendent à démontrer.

4.3. Impôts différés

Pour déterminer les stocks d'impôts différés actifs et passifs, une comparaison poste par poste des éléments du bilan prudentiel à ceux du bilan fiscal a été réalisée conduisant à valoriser des différences entrant ou non dans le bilan prudentiel. Des impôts « différés » sont valorisés.

Ces évaluations ont été réalisées en retenant un taux d'impôt sur les sociétés de 33,33 % jusqu'en 2019. Il a ensuite été intégré la dégressivité prévue par les textes de loi jusqu'à 25%. Il a également été intégré 1,10 % au titre de la contribution économique territoriale (CET).

Sur ces bases, le bilan prudentiel au 31 décembre 2017 contient 19,5 M€ d'impôts différés passif et 6,0 M€ d'impôts différés actif. Le solde ne générant pas de fonds propres supplémentaires, pourra être utilisé dans le calcul du SCR.

4.4. Autres actifs & autres passifs

Les actifs incorporels ont été retenus pour une valeur nulle et ce quel que soit leur nature. Ces annulations donnent théoriquement droit à la constatation d'un impôt différé.

Les autres actifs, principalement les créances, ont été valorisés sur la base de la valeur retenue dans les comptes sociaux.

Les autres passifs, principalement les dettes fiscales et sociales, ont été valorisés sur la base de la valeur retenue dans les comptes sociaux.

Le montant total de ces passifs net des actifs ressort à 9,3 M€ au 31 décembre 2017.

4.5. Méthodes de valorisation alternatives

Il n'a pas été fait appel à des méthodes de valorisations alternatives.

Afin de garantir au mieux la comparaison des résultats de l'Institution, les paramètres du modèle standard seront maintenus dans le temps.

5. GESTION DU CAPITAL

5.1. Fonds propres admis en couverture

5.1.1.Principes de gestion du capital en norme sociale

A fin 2017, les fonds propres de l'Institution sont représentés comptablement, en norme sociale, par les postes : réserves et résultat de l'exercice. Ils ont pour objectif de financer la solvabilité requise des activités de l'Institution. Celle-ci, à ce jour, ne fait appel ni à des fonds propres auxiliaires, ni à des titres subordonnés. L'ensemble des fonds est donc disponible et ce sans aucune restriction.

Normes Sociales	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016	Δ
Fonds propres			
Réserves	164,8 m€	166,6 m€	-1,8 m€
Résultat de l'exercice	31,0 m€	-1,64 m€	+32,6 m€
Passifs subordonnés	-	-	-

Les postes mentionnés ci-avant n'évoluent donc qu'au moment des arrêtés avec l'affectation du résultat comme indiqué ci-après :

- Réserve pour fonds Paritaire de Garantie : le montant est augmenté à hauteur de ce qui est demandé par le Centre Technique des Institutions Paritaires (C.T.I.P) ;
- Réserve du Fonds Social : le montant est ajusté du résultat du compte de l'action sociale ;
- Réserve Spéciale de Solvabilité : le montant est doté conformément au résultat et à l'imposition progressive de l'Institution ;
- Autres réserves : le solde du résultat est affecté ou repris.

Les propositions d'affectations sont réalisées par le service comptable, conformément à l'ordre énoncé ci-avant. Elles sont ensuite validées par les administrateurs dans le cadre de l'approbation des comptes de l'Institution.

5.1.2.Ecart avec le bilan social et prise en compte de mesures spécifiques S2

Le passage en norme solvabilité II conduit à une réévaluation de 4,1%, à 1 063,8 M€, du bilan. Les principaux écarts sont repris ci-après

Top évolution de l'actif à la hausse			Top évolution du passif à la hausse		
1	Fonds d'investissement	+40,9 m€	1	Impôts différés passifs	+19,5 m€
2	Impôts différés actifs	+6,0 m€	2	Provisions techniques santé (vie)	+10,4 m€
3	Obligations	+0,7 m€			

Top évolution de l'actif à la baisse			Top évolution du passif à la baisse		
1	Retraitement des Cotisations recevoir	-6,3 m€	1	Provisions techniques sante (vie)	-42,2 m€
2	Actifs Incorporels	-0,1 m€	2	Provisions techniques sante (vie)	-12,8 m€

Du fait de l'absence de recours aux mesures transitoires, celles-ci n'ont pas d'impact sur la constitution du bilan en norme prudentielle.

5.1.3.Composition des fonds propres en norme prudentielle

Les compositions des fonds propres disponibles, à fin 2017, aux couvertures du SCR et du MCR sont intégrées dans le tableau ci-après :

En M€	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds Propres disponibles & éligibles à la couverture du SCR	262,3 M€	262,3 M€	-	-	-
Fonds Propres disponibles & éligibles à la couverture du MCR	262,3 M€	262,3 M€	-	-	-

5.2. Capital de solvabilité et minimum de capital requis

5.2.1. SCR, MCR et ratios de couverture

Au 31 décembre 2017, le SCR ressort à 68,3 M€ ce qui conduit à un ratio de couverture de 384% en progression de 192 pdb.

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017	Variation
SCR	100 453 K€	68 341 K€	- 32 112 K€
Fonds propres éligibles	193 312 K€	262 310 K€	+ 68 998 K€
Ratio de couverture du SCR	192 %	384 %	-

Cette hausse tient pour la majeure part à un changement d'appréciation dans la construction des paramètres de pilotage retenus dans le cadre, d'une part, des calculs de besoin de solvabilité et, d'autre part, de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité. En effet, une analyse, confortée par des échanges avec l'Autorité de contrôle dans le cadre de leur mission « sur place » et « sur pièce » menée entre 2017 et 2018, a conduit à revoir la revalorisation minimale retenue pour le calcul des facteurs d'ajustement.

Il était auparavant retenu un taux de 0,5% qui n'était en adéquation ni avec les réalisations passées, ni avec les engagements contractuels de l'Institution. En retenant un niveau nul pour ce taux, l'Institution améliore, ainsi, mécaniquement son taux de couverture de 140 pdb à 384%.

Dans le cadre de l'ORSA qui sera réalisé en 2018, il sera présenté un scénario tel qu'attendu par l'article 23 du règlement délégué, qui devrait minorer les résultats avec l'amortissement d'une partie des risques.

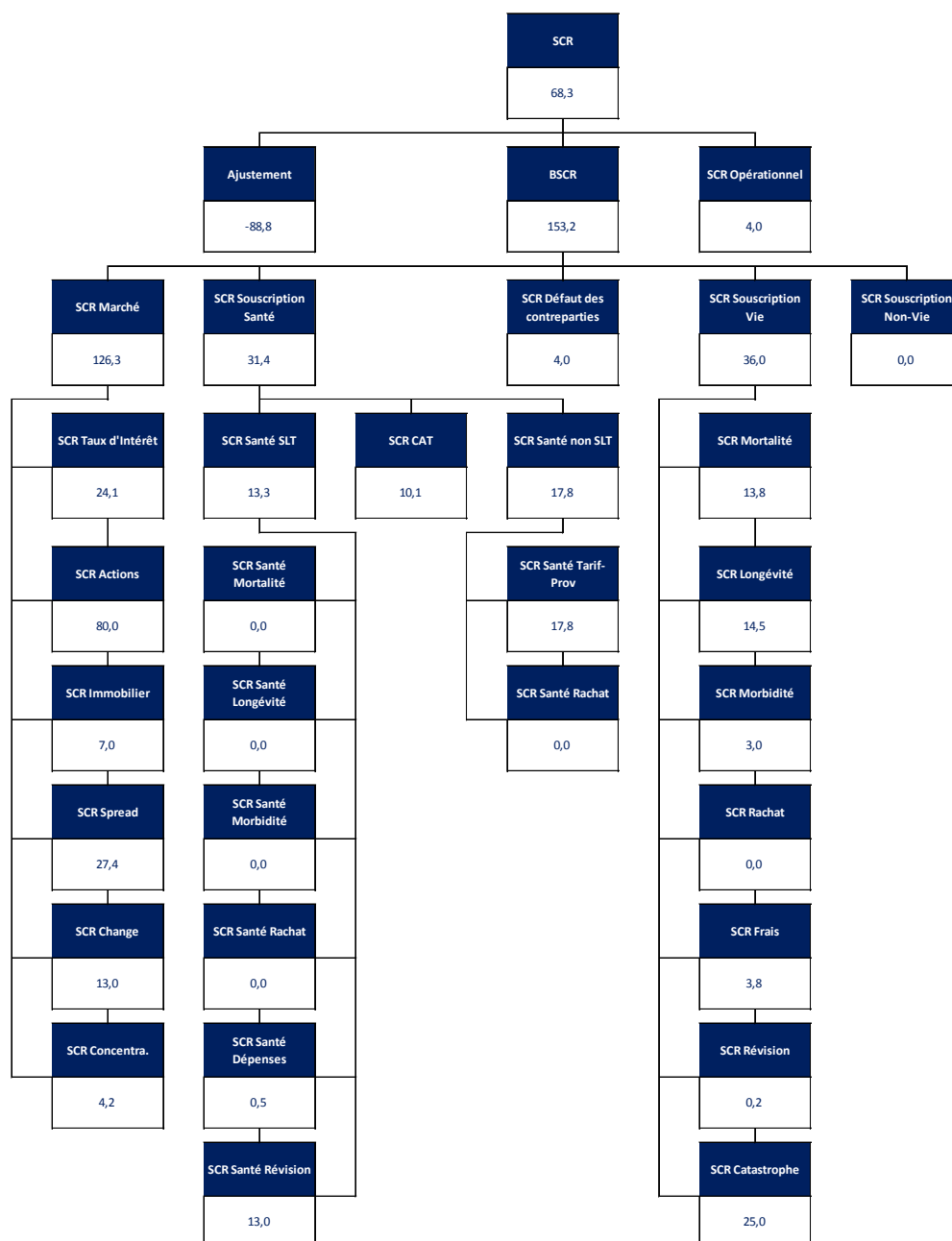
Pour information exhaustive, la prise en compte d'une absence de scenario ou de plan stratégique pourrait avoir comme conséquence un taux de couverture de 165% (amortissement nul) !

Au 31 décembre 2017, le MCR ressort à 30,7 M€ ce qui conduit à un ratio de couverture de 853% en progression de 321 pdb.

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017	Variation
MCR	36 304 K€	30 754 K€	- 5 550 K€
Fonds propres éligibles	193 312 K€	262 310 K€	+ 68 898 K€
Ratio de couverture du SCR	532 %	853 %	

5.2.2.Décomposition du SCR par module de risque à fin 2017

Au 31 décembre 2017, la décomposition du SCR par module de risque se présentait comme suit :



5.2.3. Evolution des composantes du SCR

L'évolution des différentes composantes du SCR est reprise dans le tableau ci-après :

SCR (montants en millions)	Données au 31/12/2016	Données au 31/12/2017	Variation (M€)	Variation (en %)
SCR	100,4	68,3	-32,1	-32%
Ajustement par les provisions	-39,4	-75,2	-35,8	91%
Ajustement par les impôts différés	0,0	-13,6	Ns	ns
SCR Opérationnel	3,9	4,0	0,1	1%
BSCR	135,9	153,2	17,5	13%
SCR Marché	105,1	126,3	21,2	20%
SCR Taux d'intérêt	21,6	24,1	2,5	11%
SCR Actions	62,0	80,0	18,0	29%
SCR Immobilier	6,6	7,0	0,4	6%
SCR Spread	24,3	27,4	3,1	13%
SCR Change	5,6	13,0	7,4	133%
SCR Concentration	26,6	4,2	-22,4	-84%
SCR Souscription Santé	30,4	31,4	1,3	4%
SCR Santé SLT	14,0	13,6	-0,4	-3%
SCR Santé Mortalité	0,0	0,0	0,0	-
SCR Santé Longévité	0,0	0,0	0,0	-
SCR Santé Morbidité	0,0	0,0	0,0	-
SCR Santé Rachat	0,0	0,0	0,0	-
SCR Santé Dépenses	0,8	0,5	-0,2	-31%
SCR Santé Révision	13,6	13,3	-0,2	-2%
SCR CAT	7,4	10,1	2,6	35%
SCR Accident Masse	0,2	0,2	0,0	-7%
SCR Concentration	7,4	10,0	2,6	36%
SCR Pandémie	0,5	0,5	0,0	-7%
SCR Santé non SLT	17,6	17,8	0,2	1%
SCR Santé Tarif-Prov	17,6	17,8	0,2	1%
SCR Santé Rachat	0,0	0,0	0,0	-
SCR Souscription Vie	42,7	36,0	-6,7	-16%
SCR Mortalité	16,6	13,8	-2,8	-17%
SCR Longévité	16,6	14,5	-2,1	-13%
SCR Morbidité	3,8	3,0	-0,8	-21%
SCR Rachat	0,0	0,0	0,0	n.s.
SCR Frais	4,0	3,8	-0,2	-4%
SCR Révision	0,3	0,2	-0,1	-27%
SCR Catastrophe	30,0	25,0	-5,0	-17%
SCR Défaut	2,1	4,0	1,9	92%
SCR Souscription Non-Vie	0,0	0,0	0,0	n.s.

Le SCR est le capital cible que doit détenir l'Institution pour absorber les chocs auxquels elle devrait faire face. Chacun des modules, présentés ci-après, correspond à une mesure d'un risque qui peut être de nature financière ou assurantielle.

L'évolution du SCR tient donc à plusieurs types de facteurs :

- Des effets de modèles

Les travaux menés en 2017 et début 2018 ont permis de détecter des améliorations à apporter au modèle. Elles ne remettent pas en cause les résultats obtenus auparavant mais permettent de mieux modéliser les spécificités de l'institution.

Ainsi, il a été procédé à une adaptation du modèle pour intégrer la différence entre les rythmes de liquidation de l'invalidité et du maintien garantie décès.

- Des effets conjoncturels

La variation de la courbe des taux d'intérêts, la variation des marchés financiers ainsi que la sinistralité propre de l'Institution, qui reflète l'environnement dans lequel elle évolue, ont un impact direct sur les calculs effectués.

Sur la base de la situation à fin décembre 2017, le SCR de l'Institution ressort à 68,3 M€. Il est la résultante de plusieurs SCR spécifiques qui vont être analysés dans la suite de cette partie. Le BSCR ressort à 153, 2 M€. Il est la somme corrigée par des matrices de corrélations de SCR des SCR de marchés et de SCR Assurantiel.

- **SCR Marché**

Les calculs ont été réalisés après transposition de 38 des 40 fonds de types OPCVM, OPCI et FCT présents dans le portefeuille au 31 décembre 2017, représentant 98,6% des valeurs de marchés associées. Les deux titres non transposés sont « OPPORTUNITE PLACEMENT CIOGER » et « PRET D'UNION CONSERVATEUR LONG ».

A une exception près, les données reçues des sociétés de gestion permettent de répondre à l'ensemble des attendus réglementaires. La société de gestion de l'OPCVM « BI SICAV - EMERGING MARKETS CORPORATE DEBT I » sur lequel l'Institution a une exposition de 10 M€, soit 0,9% des actifs, n'a communiqué ni les émetteurs ni l'intégralité des informations sur les dérivés de change. Il a été, dès lors, retenu une approche prudente consistant à maximiser les SCR associés. Ainsi, par exemple, les forwards de change n'étant pas correctement modélisés, la couverture contre le risque de change mise en place n'est pas appréciée. Le SCR de change généré par ce fonds est surestimé. Néanmoins, les résultats sont conservateurs et respectent ainsi le principe de la personne prudente.

La hausse de 20% du SCR de marché à 126,3 M€ résulte de plusieurs facteurs qui se sont partiellement compensés du fait des matrices de corrélations implémentées dans la formule standard.

Le SCR de taux d'intérêt connaît une croissance de 11% du fait de trois facteurs : l'élargissement de l'écart entre les durations du passif et de l'actif (6,2 ans vs 5,5 ans à fin 2016), la hausse de 41% à 682 M€ de l'assiette des actifs soumis au choc et la variation de la courbe des taux d'actualisation.

Le SCR Action augmente de 29% à 80 M€ du fait de la modification du facteur d'ajustement symétrique utilisé pour réaliser le choc (impact de 6 M€) et de la hausse des actifs soumis au risque. L'enveloppe d'actions dites de type 1 augmente de 19,7% à 97,4 M€, alors que celle des actions de type 2 progresse de 24,8% à 94,6 M€.

Le SCR immobilier augmente de façon parallèle à l'évolution de l'assiette des actifs soumis au choc.

Concernant le SCR de spread, il a été noté une baisse de 0,5 M€ de l'enveloppe d'actifs soumis au risque (808 M€) qui n'a pas compensé l'évolution du portefeuille en terme de duration et de notation.

Le SCR de change progresse sensiblement du fait de la hausse de 30 M€ des actifs soumis au risque et principalement des expositions dollars (+27 M€).

Le SCR de concentration recule de 84% à 4,2 M€. Une ligne de liquidité, présente dans le fonds dédié FPS Cash Equivalent, au 31 décembre 2016, a été, en 2017, convertie en investissements et ne dépasse plus le seuil de déclenchement des calculs de SCR.

- **SCR Souscription Santé**

Le SCR de souscription, santé intègre tous les chocs appliqués aux provisions d'invalidité.

Le SCR Souscription Santé – Technique Vie intègre le SCR de dépense qui diminue du fait de la baisse des frais de gestions et d'administration et le SCR de révision qui baisse du fait de la diminution des provisions soumises au risque.

Le SCR catastrophe regroupe les résultats de différents événements. Les simulations d'accident de « masse » et de pandémie reculent de 7% du fait de la baisse du nombre d'adhérents (-1,3% à 158 721) cumulée à un recul de l'engagement moyen unitaire (-5,3% à 43 K€).

A l'opposé, l'Institution a enregistré une hausse de 36% du choc de concentration. En effet, l'utilisation de la DSN a permis de mieux apprécier le nombre d'adhérents localisés à la même adresse. Le niveau retenu est de 3 582 contre 2 500 à fin 2016.

Le SCR Souscription Santé – Technique Non Vie progresse comme les primes soumises au risque (+1% à 59,7 M€).

- **SCR Souscription Vie**

Le SCR de souscription Vie intègre tous les chocs appliqués aux garanties décès, rente d'éducation et rente de conjoint.

Les variations des SCR Vie mortalité, de longévité et morbidité sont la conséquence de l'évolution des passifs soumis au choc.

Ce phénomène cumulé à l'évolution des taux de frais de gestion explique également la variation du SCR de dépense.

La décroissance de 17% du SCR catastrophe est liée au recul du nombre de salariés ainsi qu'à la baisse du Capital sous risque moyen. L'Institution utilise des calculs simplifiés pour ce SCR Vie catastrophe.

- **SCR Défaut**

Le risque de défaut des contreparties de l'Institution est porté par les actifs de type trésorerie, dont les livrets et avoirs en banque (valeur de marché totale de 27 M€).

La hausse de 92% s'explique par la prise en compte d'un nouveau livret bancaire dont l'encours est de 15 M€ au 31 décembre 2017, ainsi que par la hausse des cotisations à recevoir.

- **Facteur d'Ajustement**

La logique qui prévaut au calcul du facteur d'ajustement relatif à la capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques ou par les impôts différés est que l'Institution pourrait compenser ses pertes en modifiant ses hypothèses de calcul des provisions, ou en utilisant son stock d'impôts différés.

Pour mémoire, les provisions en best estimate intègrent une revalorisation future et annuelle des provisions. Or celle-ci pourrait ne pas être effective, ce qui permettrait de générer des « économies » en provisions et de fait contribuer au renforcement de la structure bilantielle de l'Institution. Ainsi, ces prestations discrétionnaires pourraient être réduites pour couvrir des pertes imprévues

L'ajustement au titre de la capacité d'absorption des provisions s'élève à -75,2 M€. Les provisions Best Estimate ont été calculées avec un taux de revalorisation économique (1% pour les calculs à fin 2017). Pour estimer l'ajustement lié à la capacité d'absorption des pertes par les provisions, il a été supposé que celui-ci pourrait être nul.

Du fait de la réévaluation du bilan lors du passage en norme prudentielles, des impôts différés ont été constatées. L'Institution étant en situation d'impôts différés passifs supérieurs aux impôts différés actifs, elle peut utiliser le différentiel comme facteur d'ajustement.

- **SCR Opérationnel**

La hausse s'explique par les variations des cotisations, des prestations et des provisions

5.3. Utilisation du sous module «risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du SCR

La CAPSSA n'utilise pas cette option.

5.4. Utilisation d'un modèle interne

La CAPSSA n'utilise pas de modèle interne pour le calcul du capital de solvabilité.

5.5. Non-respect du MCR et du SCR

L'Institution respecte la couverture réglementaire de son SCR et MCR en 2017.

Les projections ORSA lui permettent annuellement par ailleurs de choquer son modèle pour comprendre les conséquences des risques pris en compte au travers de la mesure de son MCR et SCR et d'en apprécier les limites dans des situations de risques importants.

6. ANNEXE Etats de reportings annuels publics

S.02.01.01

BILAN

Actif

Goodwill (Écarts d'acquisitions)
 Frais d'acquisition différés
 Immobilisations incorporels
 Actifs d'impôts différés
 Excédent de régime de retraite
 Immobilisations corporelles détenues pour usage propre
 Investissements
 . Biens Immobiliers (autre que détenus pour usage propre)
 . Détenions dans des entreprises liées, y compris participations
 . Actions
 . . Actions cotées
 . . Actions non cotées
 . Obligations
 . . Obligations d'Etat
 . . Obligation d'entreprise
 . . Titres structurés
 . . Titres garantis
 . Organismes de placement collectif
 . Produits dérivés
 . Dépôts autres que les équivalents de trésorerie
 . Autres investissements
 Actifs en représentation de contrats en UC et indexés
 Prêts et prêts hypothécaires
 . Avances sur polices
 . Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers
 . Autres prêts et prêts hypothécaires
 Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (Prov. tech. cédées)
 . Non vie et santé similaire à la non-vie
 . . Non vie hors santé
 . . Santé similaire à la non vie
 . Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés
 . . Santé similaire à la vie
 . . Vie hors santé, UC et indexés
 . Vie UC et indexés
 Dépôts auprès des cédantes
 Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires
 Créances nées d'opérations de réassurance
 Autres créances (hors assurance)
 Actions propres auto-détenues (directement)
 Eléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)
 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus
Total de l'actif

BS-C1

Valorisation Solvabilité II	Valeur dans les comptes sociaux
0	0
0	0
0	116 219
5 955 085	0
0	0
11 087 954	10 840 807
1 043 937 668	1 002 294 072
0	0
0	0
0	0
0	0
58 192 122	57 497 027
0	0
29 173 122	28 478 027
29 019 000	29 019 000
0	0
960 011 226	919 062 725
0	0
25 734 320	25 734 320
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
148 406	6 441 006
0	0
906 183	906 183
0	0
0	0
1 607 836	1 607 836
182 125	182 125
1 063 825 257	1 022 388 248

Passif

Provisions techniques – non-vie
. Provisions techniques non-vie (hors santé)
. . Provisions techniques calculées comme un tout
. . Meilleure estimation
. . Marge de risque
. Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)
. . Provisions techniques calculées comme un tout
. . Meilleure estimation
. . Marge de risque
Provisions techniques - vie (hors UC et indexés)
. Provisions techniques santé (similaire à la vie)
. . Provisions techniques calculées comme un tout
. . Meilleure estimation
. . Marge de risque
. Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)
. . Provisions techniques calculées comme un tout
. . Meilleure estimation
. . Marge de risque
Provisions techniques UC et indexés
. Provisions techniques calculées comme un tout
. Meilleure estimation
. Marge de risque
Autres provisions techniques
Passifs éventuels
Provisions autres que les provisions techniques
Provision pour retraite
Dépôts des réassureurs
Passifs d'impôts différés
Produits dérivés
Dettes envers les établissements de crédit
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires
Dettes nées d'opérations de réassurance
Autres dettes (hors assurance)
Passifs subordonnées
. Passifs subordonnées non inclus dans les fonds propres de base
. Passifs subordonnées inclus dans les fonds propres de base
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus

Total du passif

Actif net

Valorisation Solvabilité II	Valeur dans les comptes sociaux
-12 836 810	-0
0	0
0	0
0	0
0	0
-12 836 810	-0
0	0
-13 539 758	0
702 948	0
784 253 556	816 010 406
356 106 735	345 658 585
0	0
352 890 409	0
3 216 325	0
428 146 821	470 351 821
0	0
419 243 640	0
8 903 181	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
440 803	440 803
531 112	531 112
0	0
19 514 502	0
0	0
152	152
0	0
6 412	6 412
0	0
9 605 338	9 605 338
0	0
0	0
0	0
148	148
801 515 213	826 594 371
262 310 045	195 793 877

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
Primes émises								
Brut			54 059 045	59 749 470				113 808 515
Part des réassureurs			-	-				
Net			54 059 045	59 749 470				113 808 515
Primes acquises								
Brut			54 059 045	59 749 470				113 808 515
Part des réassureurs			-	-				
Net			54 059 045	59 749 470				113 808 515
Charge des sinistres								
Brut			27 151 670	57 577 659				84 729 329
Part des réassureurs			-	-				
Net			27 151 670	57 577 659				84 729 329
Variation des autres provisions techniques								
Brut			- 923 544	741 854				- 181 690
Part des réassureurs			-	-				
Net			- 923 544	741 854				- 181 690
Dépenses engagées								
			1 701 066	1 796 294				3 497 360
Charges administratives								
Brut			434 812	628 448				1 063 260
Part des réassureurs			-	-				
Net			434 812	628 448				1 063 260
Frais de gestion des investissements								
Brut			369 870	271 815				641 685
Part des réassureurs			-	-				
Net			369 870	271 815				641 685
Frais de gestion des sinistres								
Brut			868 185	894 150				1 762 335
Part des réassureurs			-	-				
Net			868 185	894 150				1 762 335
Frais d'acquisition								
Brut								
Part des réassureurs								
Net								
Frais généraux								
Brut			28 199	1 881				30 080
Part des réassureurs			-	-				
Net			28 199	1 881				30 080
Autres dépenses								1 362 940
Total des dépenses								4 860 300
Montant total des rachats								

Primes, sinistres et dépenses par pays - Vie

	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
Primes émises							
Brut	113808515						113808515
Part des réassureurs	0						0
Net	113808515						113808515
Primes acquises							
Brut	113808515						113808515
Part des réassureurs	0						0
Net	113808515						113808515
Charge des sinistres							
Brut	84729329						84729329
Part des réassureurs	0						0
Net	84729329						84729329
Variation des autres provisions techniques							
Brut	-181690						-181690
Part des réassureurs	0						0
Net	-181690						-181690
Dépenses engagées	3497360						3497360
Autres dépenses							1362940
Total des dépenses							4860300

S.12.01.01
Provisions techniques vie et santé SLT

	Autres assurances vie		Total (vie hors santé, y compris UC)	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme un tout								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque								
Meilleure estimation								
Meilleure estimation brute	419 243 640	0	419 243 640	0	0	352 890 409	0	352 890 409
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finie) avant ajustement pour pertes probables	0	0	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables	0	0	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance finie avant ajustement pour pertes probables	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	419 243 640	0	419 243 640	0	0	352 890 409	0	352 890 409
Marge de risque	8 903 181		8 903 181	0		3 216 325	0	3 216 325
Montant de la déduction transitoire sur les provisic								
Provisions techniques calculées comme un tout								
Meilleure estimation								
Marge de risque								
Provisions techniques – Total			428 146 821			356 106 735	0	356 106 735
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	428 146 821		428 146 821	0		356 106 735	0	356 106 735
Meilleure estimation des produits avec option de rachat	0		0	0		0		0
Meilleure estimation brute pour les flux de trésorei								
Sorties de trésorerie								
Prestations garanties et discrétionnaires futures	460 626 019			0		349 484 854	0	
Prestations garanties futures								
Prestations discrétionnaires futures								
Dépenses futures et autres sorties de trésorerie	12 136 075		12 136 075	0		3 405 556	0	3 405 556
Entrées de trésorerie								
Primes futures	53 518 454		53 518 454	0		0	0	0
Autres entrées de trésorerie	0		0	0		0	0	0
Pourcentage de la meilleure estimation brute calculée à l'aide d'approximations	0			0		0	0	
Valeur de rachat	0		0	0		0	0	0
Meilleure estimation faisant l'objet de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt	0		0	0		0	0	0
Provisions techniques hors mesure transitoire sur les taux d'intérêt	0		0	0		0	0	0
Meilleure estimation faisant l'objet de la correction pour volatilité	0		0	0		0	0	0
Provisions techniques hors correction pour volatilité et autres mesures transitoires	0		0	0		0	0	0
Meilleure estimation faisant l'objet de l'ajustement égalisateur	0		0	0		0	0	0
Provisions techniques hors ajustement égalisateur et autres mesures transitoires	0		0	0		0	0	0

Provisions techniques non-vie

Provisions techniques calculées comme un tout

Assurance directe

Réassurance proportionnelle acceptée

Réassurance non proportionnelle acceptée

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout

Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie
Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	
0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	

Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque
Meilleure estimation

Provisions pour primes

Brut – total

Brut – assurance directe

Brut – Réassurance proportionnelle acceptée

Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée

0	-13 539 758	0	0	0	
0	0	0	0	0	

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables

Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables

Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des provisions pour primes

0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	
0	0	0	0	0	

Marge de risque

0	702 948	0	0	0	
---	---------	---	---	---	--

Provisions techniques – Total

Provisions techniques – Total

Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total

Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite

Ligne d'activité: segmentation plus poussée (par groupe de risques homogènes)

Provisions pour primes – Nombre total de groupes de risques homogènes

Provisions pour sinistres – Nombre total de groupes de risques homogènes

0	1	0	0	0	
0	1	0	0	0	

Flux de trésorerie de la meilleure estimation provisions pour primes (brutes)

Sorties de trésorerie

Prestations et sinistres futurs

Dépenses futures et autres sorties de trésorerie

Entrées de trésorerie

Primes futures

Autres entrées de trésorerie (y compris montants recouvrables au titre des récupérations et subrogations)

0	44 720 107	0	0	0	
0	1 104 635	0	0	0	
0	59 364 501	0	0	0	
0	0	0	0	0	

Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35

	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	-	0		-	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	-	-		-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	-	-		-	
Comptes mutualistes subordonnés	-		-	-	-
Fonds excédentaires	-	-			
Actions de préférence	-		-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	-		-	-	-
Réserve de réconciliation	262 310 044,52	262 310 044,52			
Passifs subordonnés	-		-	-	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	-				-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	-	-	-	-	-

Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II

-

Déductions

Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	262 310 044,52	262 310 044,52	-	-

Fonds propres éligibles et disponibles

Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	262 310 044,52	262 310 044,52	-	-	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	262 310 044,52	262 310 044,52	-	-	

Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	262 310 044,52	262 310 044,52	-	-	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	262 310 044,52	262 310 044,52	-	-	

Capital de solvabilité requis

Minimum de capital requis

Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis

Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis

68 341 534,41
30 753 690,48
3,8382
8,5294

Réserve de réconciliation

Excédent d'actif sur passif	262 310 044,52
Actions propres (détenues directement et indirectement)	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-
Autres éléments de fonds propres de base	-
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	-
Réserve de réconciliation	262 310 044,52

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standardArticle 112

Normal

	Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut
Risque de marché	0	126 320 770
Risque de défaut de la contrepartie	0	4 038 010
Risque de souscription en vie	0	35 960 440
Risque de souscription en santé	17 762 691	31 360 942
Risque de souscription en non-vie	0	0
Diversification	-0	-44 524 066
Risque lié aux immobilisations incorporelles	0	0
Capital de solvabilité requis de base	17 762 691	153 156 097

Calcul du capital de solvabilité requis

Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE

Risque opérationnel

Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques

Capacité d'absorption de pertes des impôts différés

Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE

Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire

Exigences de capital supplémentaire déjà définies

Capital de solvabilité requis

3 954 846
-75 209 991
-13 559 418
0
68 341 534
68 341 534

Minimum de capital requis – Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente
Réassurance santé non proportionnelle
Réassurance accidents non proportionnelle
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle
Réassurance dommages non proportionnelle

Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie

Minimum de capital requis	30 753 690
---------------------------	------------

- Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie
- Montant notionnel du MCR linéaire
- Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)
- Plafond du montant notionnel du MCR
- Plancher du montant notionnel du MCR
- Montant notionnel du MCR combiné
- Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR
- Montant notionnel du MCR